



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



RAPPORT ANNUEL 2025
Acquis consolidés pour
un développement
durable et inclusif



TABLE DES MATIÈRES

- Avant-propos 3
- Équipe de pays des Nations Unies..... 4
- Partenaires clés 5
- Contexte national et régional 6**
- Appui du système des Nations Unies aux priorités de développement 8**
- Aperçu de l'impact du SNU en RCA 10**
- Pilier 1. Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit 12**
- Pilier 2. Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité..... 24**
- Pilier 3. Développement des compétences et croissance économique accélérée, inclusive et durable 38**
- Pilier 4. Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique 48**
- Renforcement des partenariats et financement des ODD 52
- Cohérence, efficacité et efficience du SNU 56
- Évaluations et leçons apprises 58
- Aperçu financier et mobilisation des ressources 60
- Priorités du SNU pour 2026 62**
- Acronymes et abréviations..... 64

AVANT-PROPOS

L'année 2025 a marqué une étape déterminante dans la trajectoire du pays vers la mise en œuvre de sa vision de développement. Malgré la persistance de vulnérabilités structurelles et de défis multidimensionnels, des progrès tangibles ont été enregistrés, traduisant une dynamique de stabilisation progressive et de consolidation des bases du développement.

Les avancées politiques, économiques et institutionnelles s'inscrivent dans une dynamique cohérente. Les processus électoraux de 2025 se sont déroulés dans un climat apaisé et inclusif. L'organisation des élections locales – une première depuis près de quarante ans – a constitué une étape importante vers la décentralisation et le renforcement de la gouvernance locale. Parallèlement, la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2024–2028) s'est accompagnée d'une mobilisation significative, la Table ronde de Casablanca ayant permis de sécuriser des engagements couvrant près de 75 % des besoins identifiés. Le lancement du Fonds pour le développement durable en RCA (Fonds Emai), conjugué au renforcement du dialogue avec les Institutions financières internationales (IFIs), a contribué à structurer des mécanismes de financement plus intégrés, prévisibles et orientés vers l'investissement productif. Cette dynamique s'est accompagnée d'un élargissement des partenariats, y compris avec le secteur privé, renforçant le caractère catalytique du financement du développement.

Dans ce contexte, le Système des Nations Unies (SNU) a renforcé son action collective à travers la mise en œuvre de son Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF 2023-2027), afin de mieux répondre aux priorités nationales, en cohérence avec les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063. Le développement de programmes conjoints dans des domaines clés – transhumance pacifique et prospère, systèmes alimentaires résilients et inclusifs, et infrastructures communautaires – a permis de mieux articuler les interventions humanitaires, de développement et de paix, et d'en accroître l'impact au niveau local. Les solutions durables aux déplacements forcés ont été renforcées dans certaines zones, facilitant le retour et la réintégration des



Mohamed Ag Ayoya,
Coordonnateur
résident du Système
des Nations Unies



Richard Filakota,
Ministre de
l'Économie, du Plan
et de la Coopération
Internationale

populations affectées, tout en améliorant l'accès aux services de base et aux moyens de subsistance. Par ailleurs, la transformation du SNU, dans le cadre des agendas ONU 2.0 et ONU 80, s'est traduite par une mutualisation accrue des ressources, un renforcement des fonctions communes et des modes de travail plus intégrés, améliorant l'efficience et l'impact collectif.

Ces résultats témoignent d'une capacité accrue à agir de manière collective et stratégique. Ils sont le fruit du leadership du Gouvernement et de l'engagement constant des partenaires techniques et financiers, des institutions financières internationales, du secteur privé et des acteurs nationaux et locaux, auxquels nous exprimons notre profonde reconnaissance. En 2026, il s'agira de consolider les acquis et de poursuivre les efforts engagés, en renforçant les actions au niveau local et la mobilisation des ressources, afin d'améliorer durablement les conditions de vie des populations centrafricaines, en particulier les plus vulnérables.

ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES

En 2025, la configuration de l'Equipe de pays des Nations Unies (UNCT) est demeurée stable, regroupant toujours 23 Agences, Fonds et Programmes*, y compris la MINUSCA, engagés dans la mise en œuvre de l'UNSDCF. Le Bureau du Coordonnateur résident (RCO) a renforcé ses capacités avec l'arrivée d'une chargée de liaison SNU-IFI, appuyée par la Partnerships Facility du PBPSO, ainsi que d'une chargée du développement inclusif (VNU), contribuant à l'opérationnalisation de l'agenda « Ne laisser personne de côté ».

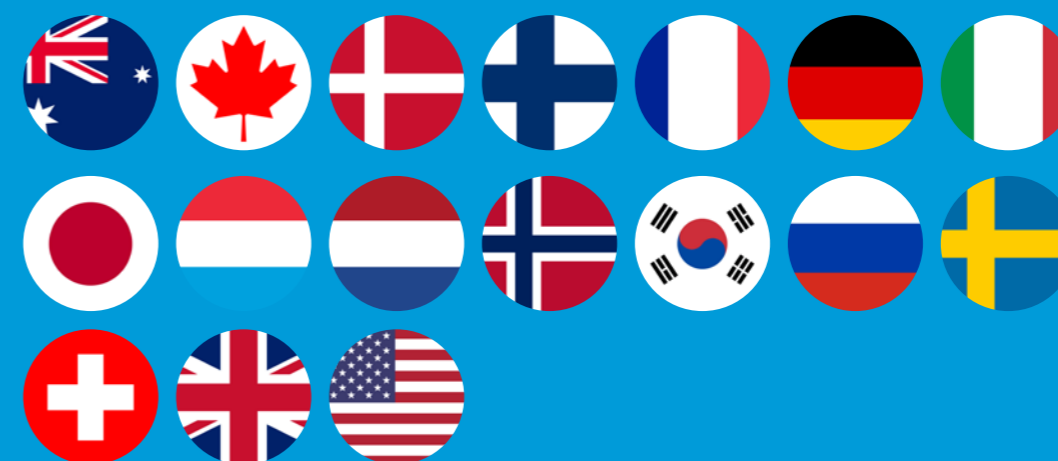


*Le Programme des Volontaires des Nations Unies (PVNU), également membre du SNU, contribue à travers des solutions stratégiques en ressources humaines. En 2025, 386 VNU ont été déployés en RCA.
 ** OCHA, bien que membre de l'UNCT, n'est pas une entité de mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF).

PARTENAIRES CLÉS

En 2025, le SNU a consolidé ses partenariats stratégiques avec le Gouvernement, les bailleurs, les IFI, la société civile et le secteur privé. Ces alliances ont renforcé l'impact collectif des interventions du SNU et ont accéléré les avancées vers les objectifs de l'UNSDCF, en cohérence avec les priorités nationales.

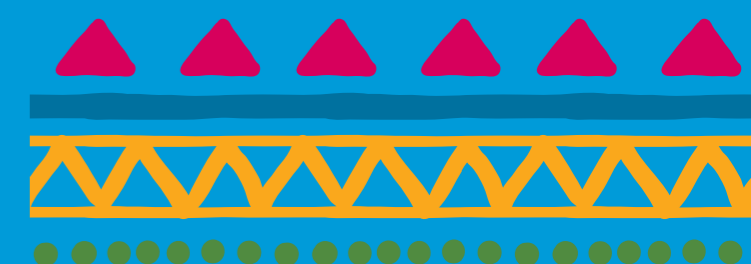
Pays



Partenaires multilatéraux



Fondations privées



Contexte national et régional

En 2025, la RCA a évolué dans un environnement international et régional marqué par un ralentissement économique, des tensions géopolitiques accrues et des dynamiques politiques complexes. À l'échelle mondiale, la multiplication des crises et la montée des tensions ont continué de peser sur les marchés, notamment à travers la volatilité des prix de l'énergie et des intrants, tout en contribuant à un resserrement des financements extérieurs dans un contexte de contraintes budgétaires accrues.

Au niveau régional, ces tendances se sont traduites par un ralentissement de l'activité au sein de la CEMAC, où la croissance est retombée à

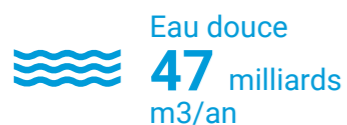
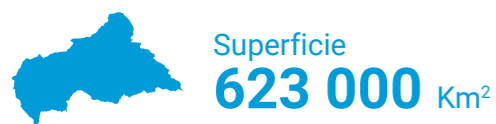
2,4 %, sous l'effet du recul du secteur pétrolier et d'une modération des activités non pétrolières. Si l'inflation a diminué à 2,2 %, retrouvant un niveau conforme aux critères de convergence grâce à de meilleures performances agricoles et à la stabilisation des prix des carburants, l'érosion des réserves extérieures – ramenées à 4,2 mois d'importations – souligne la persistance de fragilités macroéconomiques. Par ailleurs, la crise au Soudan et ses répercussions au Tchad ont accentué les pressions sécuritaires aux frontières, notamment à travers les mouvements de populations, les dynamiques de transhumance et les risques de diffusion des tensions. Ces dynamiques ont entretenu

des risques pour la protection des civils et les droits humains, tout en limitant les efforts de stabilisation durable et de consolidation de la paix dans certaines régions.

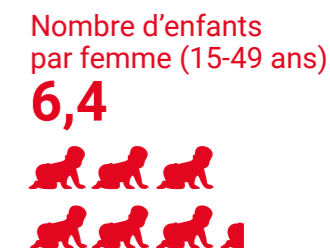
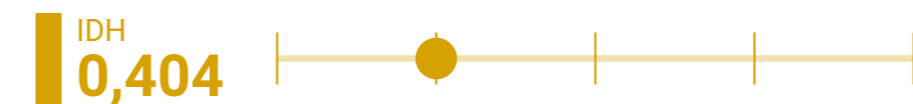
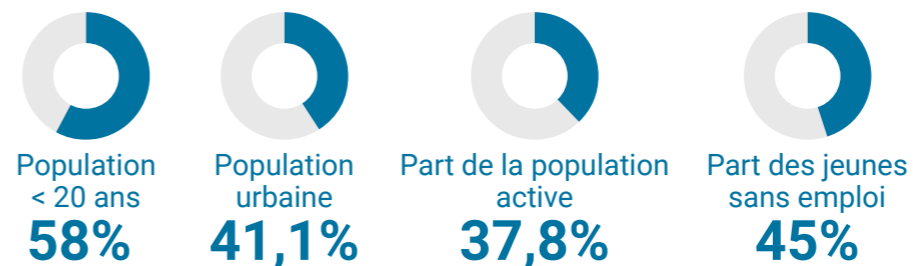
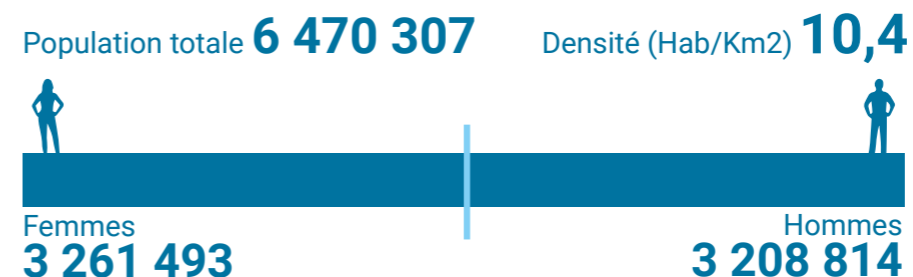
Dans ce contexte, l'économie nationale a poursuivi une reprise progressive, avec une croissance du PIB réel estimée à 3 %, contre 1,9 % en 2024. Cette dynamique a été soutenue par la reprise des activités minières dans un contexte d'amélioration relative de la sécurité, l'expansion des infrastructures et des services – notamment l'accès à l'électricité et à la connectivité – ainsi que par l'avancement de projets structurants tels que le corridor Pointe-Noire-Bangui-N'Djamena. L'inflation a reculé à 1,3 %, principalement sous l'effet de la baisse des coûts de transport, contribuant à atténuer les pressions sur les ménages. Sur le plan politique, l'année a également été marquée par un climat d'apaisement relatif, ayant permis la tenue pacifique des élections.

Toutefois, ces évolutions positives demeurent fragiles face à des contraintes structurelles persistantes. La pauvreté multidimensionnelle reste élevée, atteignant 68,8 % de la population, particulièrement en milieu rural. Les investissements privés demeurent limités, le marché du travail reste dominé par l'informel, et le chômage affecte de manière disproportionnée les jeunes et les femmes. La réduction de l'aide extérieure, dans un contexte international contraint, accentue ces vulnérabilités. Enfin, la situation humanitaire demeure préoccupante, avec des déplacements internes encore importants et des chocs climatiques récurrents, en particulier les inondations, qui continuent de fragiliser les moyens de subsistance et d'exercer une pression accrue sur les infrastructures et les services essentiels.

Géographie et potentialités en ressources naturelles



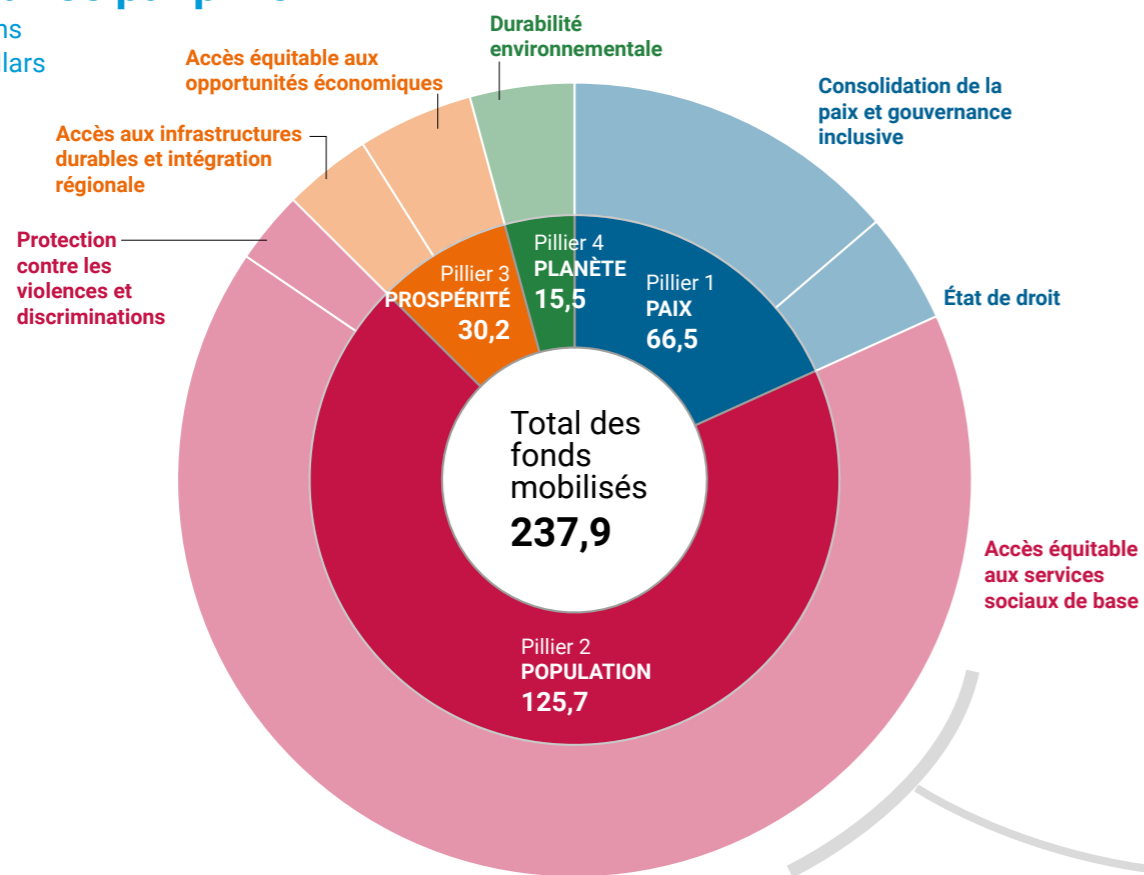
Socio-démographie



Appui du système des Nations Unies aux priorités de développement

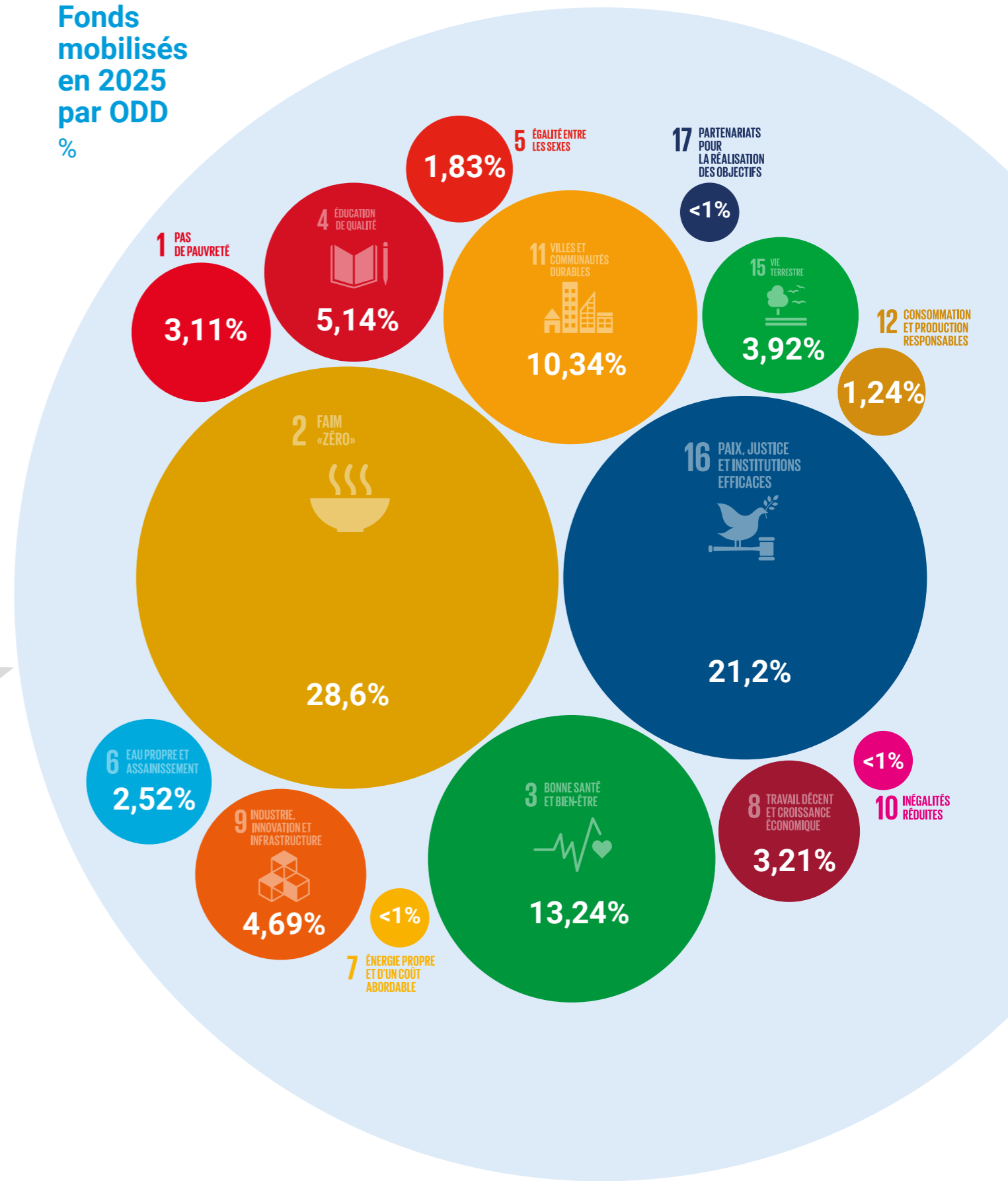
Mobilisé par pilier

Millions de dollars



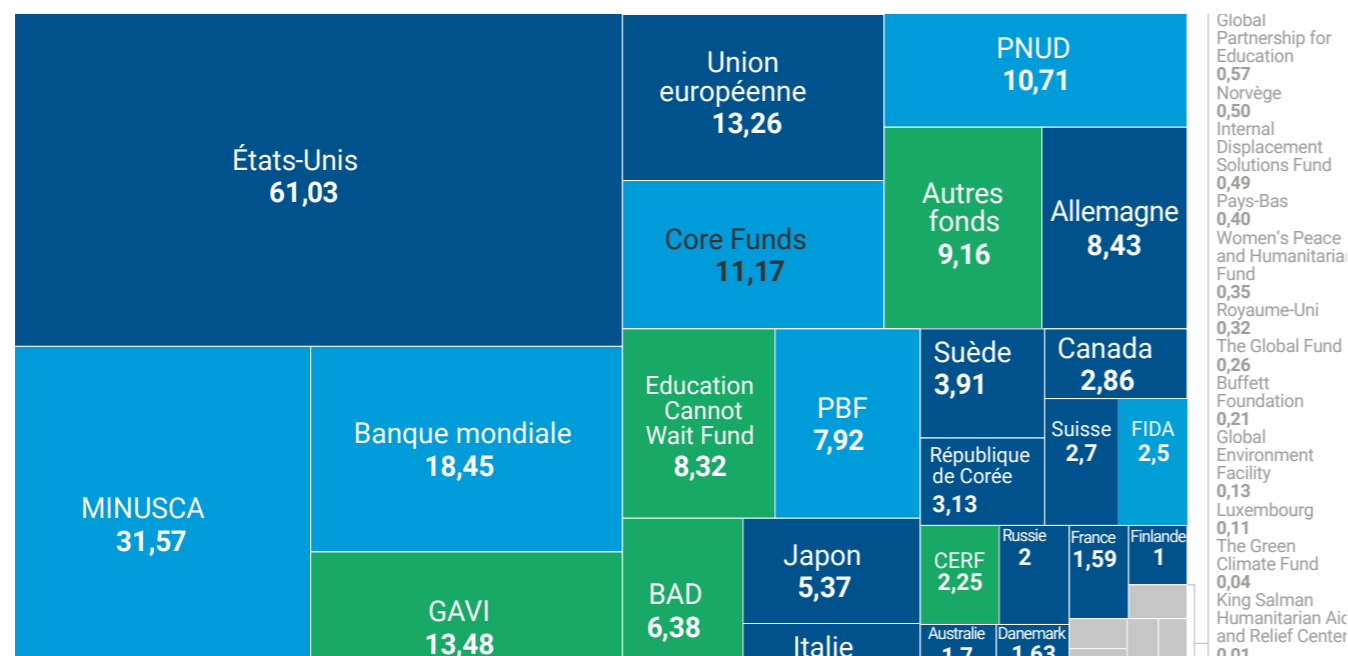
Fonds mobilisés en 2025 par ODD

%



Contribution par donateur

Millions de dollars



Aperçu de l'impact du SNU en RCA

Quelques résultats clés en 2025

1 254 376 votants (52,42 % de participation), y compris en zones sensibles – une mobilisation élevée dans un contexte fragile.

10 conflits LTB résolus et 10 CLPR renforcés – des mécanismes locaux de prévention et de résolution consolidés.

436 femmes candidates formées, 316 renforcées, 17 coachées et 120 mandataires appuyés – un renforcement ciblé des capacités électorales.

Forums locaux des droits de l'homme renforcés en plaidoyer, monitoring et veille citoyenne – une redevabilité accrue.

>4 millions de personnes couvertes et 1 742 alertes traitées en 24h via le Women's Situation Room – un dispositif de veille et de réponse en temps réel.

63 nouveaux magistrats déployés (149 au total, 95 % de présence en région) – un accès renforcé à la justice.

500 ex-combattants et affiliés appuyés aux côtés de 1 000 membres des communautés – une réintégration inclusive et stabilisatrice.

2 669 troupes FACA et 769 personnels déployés sur 9 sites – une présence sécuritaire étendue.

95 % des ménages et 92,3 % des individus ont été dénombrés en 2025 lors du RGPH4, renforçant la disponibilité de données statistiques fiables.

62 % de transition primaire-seconde (54 % garçons ; 72 % filles) – un objectif dépassé et une progression notable des filles.

41 000 enfants bénéficiaires, 339 salles de classe et 250 latrines construites – un accès amélioré à une éducation inclusive.

11 997 actes de naissance délivrés (38 % filles) – un renforcement de l'état civil et des droits.

95 % des formations sanitaires fonctionnelles, 11 maternités appuyées – un accès accru aux services de santé essentiels.

36 entrepôts construits, 145 km de routes aménagés, 25 191 ménages équipés (dont 12 850 dirigés par des femmes) – un soutien structurant aux moyens de subsistance.

50 organisations économiques renforcées – des écosystèmes productifs mieux structurés et plus résilients.

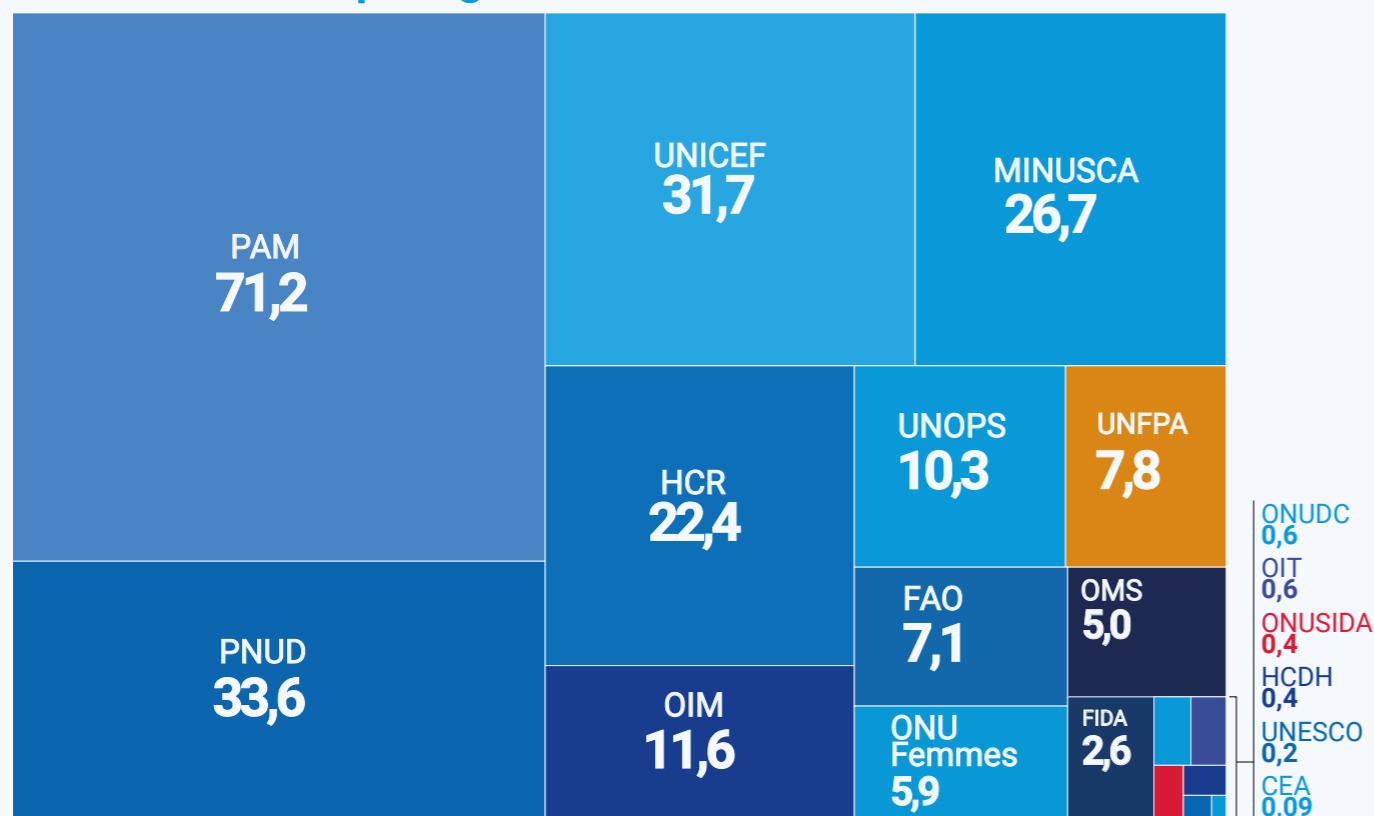
1 000 femmes entrepreneures appuyées et 650 personnes formées – un levier d'autonomisation économique durable.

47 AVEC créées (dont 38 opérationnelles) – un accès élargi aux services financiers de proximité.

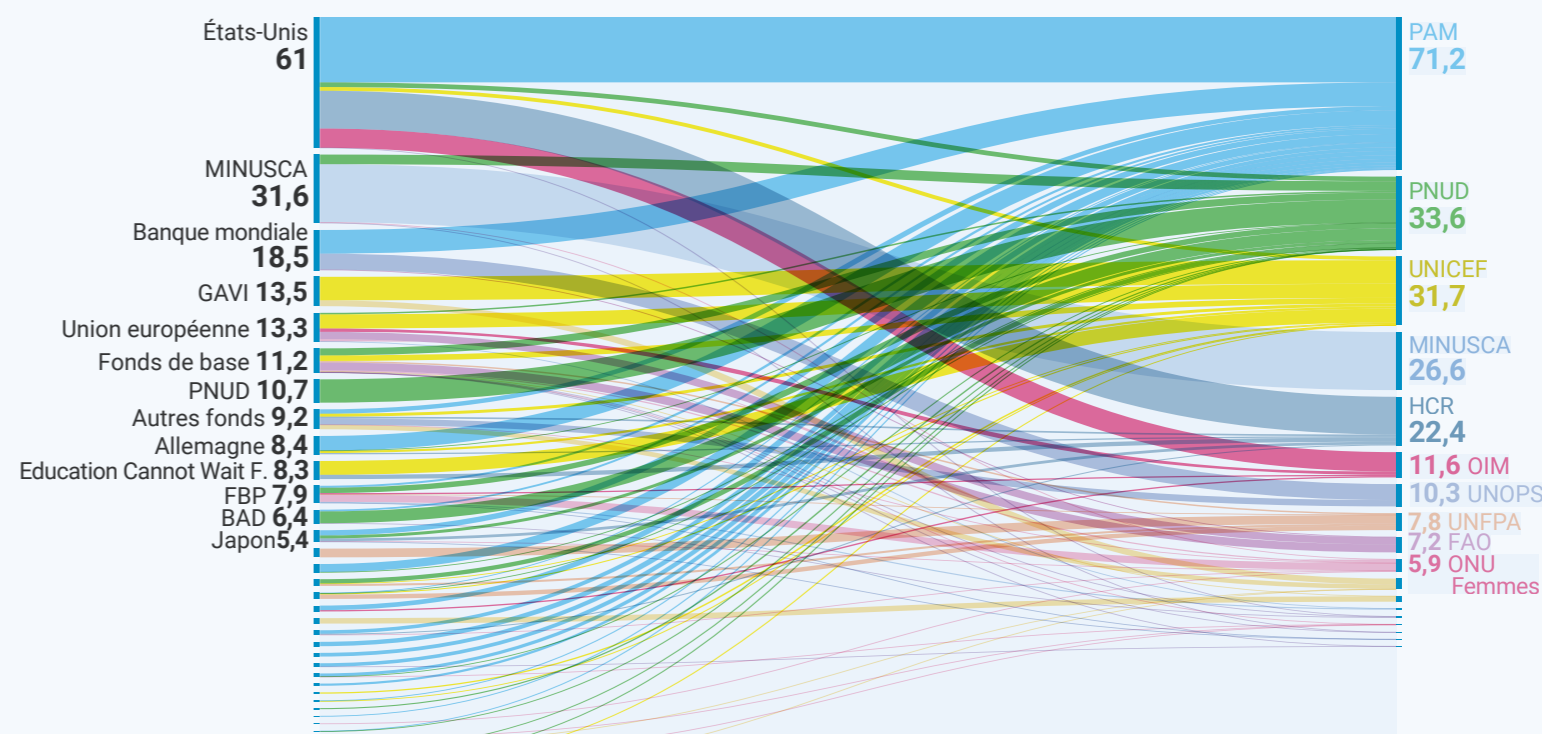
340 hectares de terres restaurés – une relance productive et résiliente des systèmes agricoles.

75 % des besoins du PND (USD 12,8 Mds) couverts par des engagements financiers à Casablanca – un repositionnement stratégique du pays auprès des partenaires.

Fonds mobilisés par agence Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires Millions de dollars



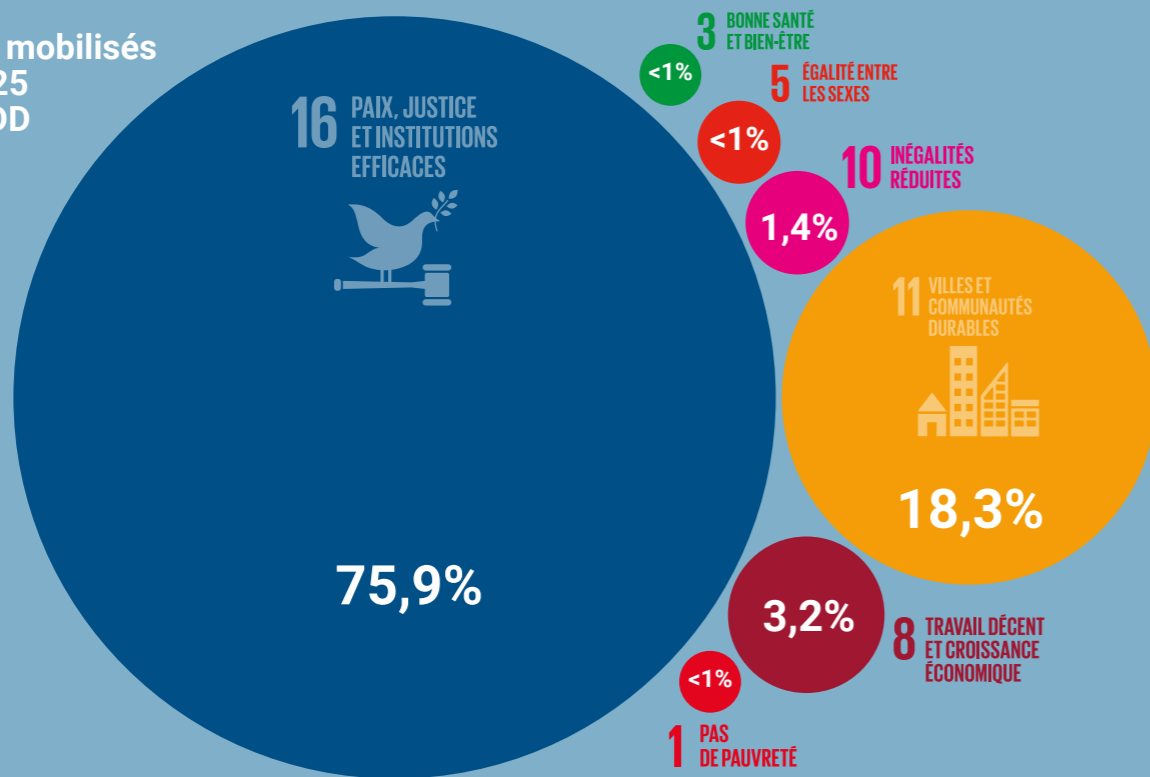


Pilier 1

Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit

Axe stratégique du PND	Pilier de l'UNSDCF	Résultats stratégiques du pilier
Renforcement de la sécurité, et promotion de la gouvernance et de l'Etat de droit	Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit	Consolidation de la paix et gouvernance inclusive Renforcement de l'Etat de droit, justice et droits humains

Fonds mobilisés en 2025 par ODD



Les résultats obtenus traduisent un basculement progressif vers une consolidation durable de la paix et de la gouvernance. La forte mobilisation électorale – avec plus de 1,25 million de votants et un fichier électoral renforcé – a consolidé la légitimité des institutions et marqué une étape importante vers une gouvernance plus inclusive et représentative. La montée en puissance des mécanismes locaux de prévention, l'inclusion accrue des femmes et des groupes vulnérables, ainsi que l'opérationnalisation d'outils innovants de gestion des risques électoraux, ont contribué à instaurer un climat plus apaisé et à réduire significativement les risques de violence. Ces avancées s'inscrivent dans une dynamique plus large de restauration du contrat social, où participation citoyenne, redevabilité et inclusion deviennent des leviers centraux de stabilisation.

En parallèle, les progrès en matière de sécurité, de réintégration et d'État de droit ont généré des effets significatifs sur la résilience des communautés et la stabilité territoriale. Le désarmement et la démobilisation de milliers de combattants, ainsi que le renforcement des opportunités économiques locales ont contribué à réduire les capacités de nuisance des groupes armés. L'extension de l'accès à la justice, le renforcement des institutions judiciaires et les efforts de lutte contre l'impunité continuent de renforcer la confiance des populations envers l'État, tout en réduisant les facteurs structurels de conflit. Ensemble, ces résultats démontrent un impact systémique : une réduction tangible des risques d'instabilité, un renforcement des institutions nationales et la création de conditions plus favorables à des investissements de plus long terme, inscrivant ainsi le pays dans une trajectoire progressive vers une paix durable et un développement inclusif.

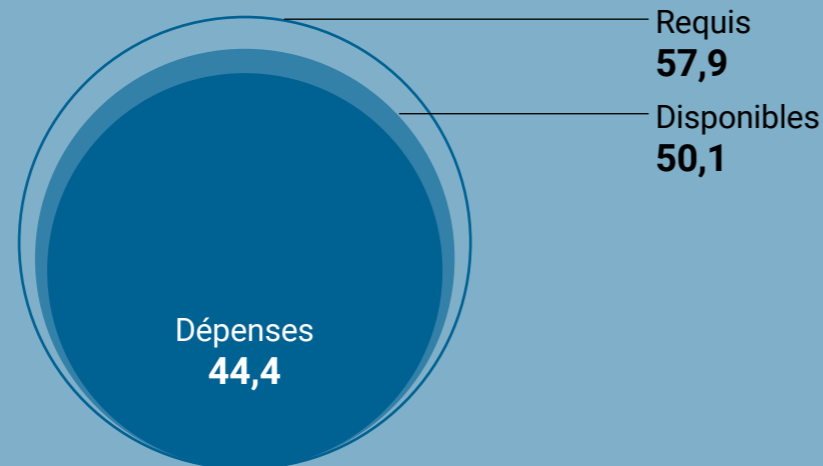


Résultat Stratégique 1

Consolidation de la paix et gouvernance inclusive

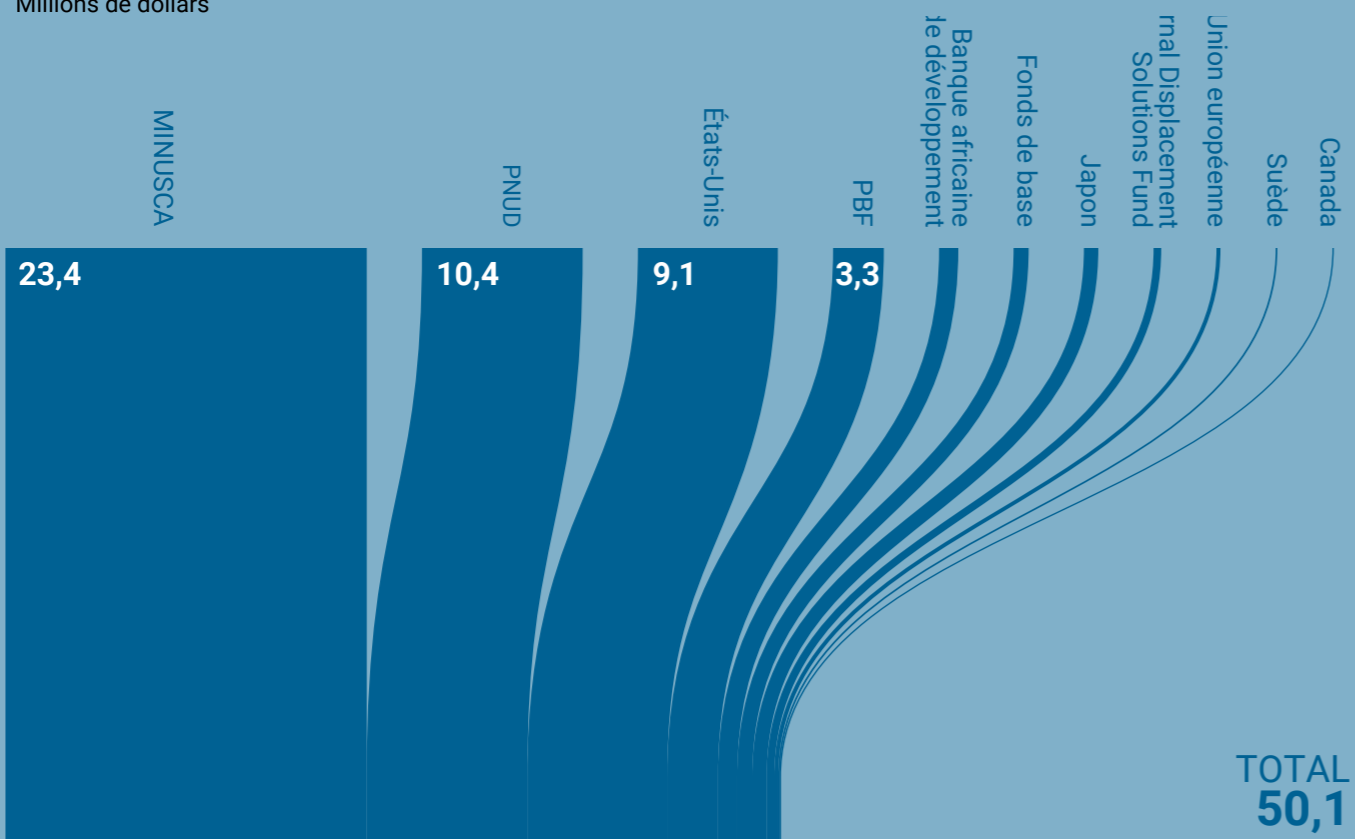
Fonds requis, disponibles et dépensés en 2025

Millions de dollars



Principaux donateurs

Millions de dollars



Consolidation de la paix et gouvernance

Processus politiques et électoraux inclusifs

2 398 158 électeurs enregistrés, dont 47,73 % de femmes. Un fichier électoral actualisé et plus inclusif.

Impact : Ce fichier électoral renforcé améliore la transparence du système électoral et fiabilise l'organisation des scrutins.

1 254 376 votants, soit 52,42 % de participation électorale lors du scrutin du 28 décembre 2025, y compris dans des zones sensibles. Une mobilisation élevée dans un contexte fragile.

Impact : Ce niveau de participation renforce la légitimité des institutions et consolide la confiance des citoyens dans le processus démocratique.

+1,06 point de participation féminine (47,73 % en 2025 contre 46,67 % en 2020). Une progression concrète de l'inclusion des femmes et des jeunes.

Impact : Cette évolution renforce la représentativité du processus électoral et élargit la participation citoyenne.

Participation accrue des personnes en situation de handicap grâce à des campagnes ciblées et des mesures d'accessibilité le jour du vote. Des barrières d'accès réduites.

Impact : Ces mesures garantissent un accès plus équitable aux droits politiques et renforcent l'inclusivité du processus électoral.

Mécanismes locaux de prévention (CMOP/CLPR) opérationnels dans plusieurs zones sensibles. Une anticipation et une gestion proactive des tensions électorales.

Impact : Ces mécanismes réduisent les risques de violence et permettent la tenue d'élections pacifiques et apaisées.

436 femmes candidates formées, 316 renforcées et 17 coachées individuellement, ainsi que 120 mandataires formés. Un renforcement ciblé des capacités des acteurs électoraux.

Impact : Ces appuis améliorent la qualité de la participation politique des femmes et renforcent leur positionnement dans le processus électoral.

Plus de 4 millions de personnes couvertes par la ligne verte et 1 742 alertes traitées en 24 heures via le Women's Situation Room. Un dispositif de veille et de réponse en temps réel.

Impact : Ce mécanisme renforce la prévention des violences électorales et contribue à un environnement électoral plus sûr.





Élections en République centrafricaine – une étape décisive pour la gouvernance démocratique

Les élections du 28 décembre 2025 marquent une étape majeure pour la République centrafricaine, avec l'organisation simultanée des scrutins présidentiel, législatif, régional et municipal. Elles constituent les premières élections régionales et seulement la deuxième tenue des élections municipales depuis 1988. Au total, 5 164 candidats ont concouru, et le vote s'est déroulé dans 6 679 centres sur 6 700, couvrant l'ensemble des 20 préfectures ainsi que 15 pays à l'étranger.

Un processus rendu possible par des efforts concertés

Depuis 2022, le Gouvernement, l'Autorité nationale des élections (ANE), le système des Nations Unies et les partenaires ont levé les principaux obstacles à l'organisation des scrutins, appuyés par des réformes clés, dont la révision du Code électoral et l'adoption de la Politique nationale de décentralisation.

Le financement du cycle électoral, d'environ 19 millions de dollars, a reposé sur un modèle hybride combinant ressources nationales et appui international coordonné. Sur ce montant, 12 millions de dollars ont été gérés via le Basket Fund du PNUD et 7 millions de dollars par l'ANE. Le Gouvernement a contribué à plus de 7 millions de dollars, dont 3,8 millions de dollars pour la révision du fichier électoral et plus de 4,6 millions de dollars pour le matériel électo-

ral, illustrant un fort leadership national. Le Basket Fund a mobilisé plusieurs partenaires, dont l'Union européenne, le Royaume-Uni, la France, le Cameroun, l'Italie, le Canada, la Suisse, le Japon et le Maroc. En complément, le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) a apporté 1,5 million de dollars en appui à des élections pacifiques et inclusives.

Sur le plan opérationnel, plus de 300 tonnes de matériel ont été déployées, plus de 33 000 agents formés et plus de 1 200 personnels de sécurité mobilisés. La MINUSCA et l'équipe-pays des Nations Unies ont apporté un appui déterminant, notamment à travers le Plan intégré de sécurisation des élections.

Une participation significative et un processus globalement apaisé

La participation électorale a été soutenue, avec des taux estimés à 52,4 % pour la présidentielle et à plus de 64 % pour les scrutins combinés. Les femmes représentaient plus de 47 % des électeurs et près de 48,4 % des candidats municipaux élus à titre provisoire. L'introduction du système de « listes zébrées », alternant les candidatures par genre, a contribué à renforcer la représentation féminine, atteignant jusqu'à 30 % dans certaines communes.

Le 19 janvier 2026, le Conseil constitutionnel a confirmé la réélection du Président Faustin-Archange Touadéra avec 77,9 % des voix. Le 27 février 2026, il a également proclamé les résultats définitifs du premier tour des élections législatives, après examen de 408 recours ayant conduit à plusieurs rectifications et invalidations.

DDR et réintégration des ex-combattants

6 300 ex-combattants désarmés et démobilisés, dont 343 femmes, soit 90,3 % de l'objectif du Programme national DDRR atteint.

Impact : Ces avancées contribuent à l'amélioration de la sécurité communautaire, facilite le retour des populations et soutiennent la stabilisation dans plusieurs zones.

1 300 bénéficiaires formés et dotés d'allocation et kits de réintégration, dont 89 femmes.

Impact : Cet appui aux compétences et aux moyens de subsistance renforce l'insertion économique des ex-combattants et réduit leur vulnérabilité à la remobilisation.

500 ex-combattants et affiliés non éligibles appuyés (91 ex-combattants et 409 affiliés), intégrés dans des activités de réintégration aux côtés de 1 000 membres des communautés.

Impact : Ces projets offrent des opportunités économiques et renforcent la cohésion sociale au sein des communautés affectées par le conflit.

1 500 bénéficiaires soutenus en appui psychosocial, dont 1 276 pour des besoins spécifiques.

Impact : Cet accompagnement facilite la réintégration sociale, réduit les vulnérabilités liées au traumatisme et limite les facteurs de risque de violence.

854 armes, 40 241 munitions, 135 grenades et 7 roquettes collectées

Impact : La réduction des moyens de violence, combinée à un appui immédiat à la réinsertion, diminue la capacité opérationnelle des groupes armés et renforce la sécurité dans les zones ciblées.

Mise en œuvre de l'Accord de paix – réengagement des groupes 3R et UPC

En 2025, la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) a connu une avancée majeure avec la signature, le 19 avril à N'Djamena, d'accords entre le Gouvernement et les groupes armés 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation) et UPC (Unité pour la paix en Centrafrique). Ces accords ont marqué le retour formel de ces groupes dans le processus de paix et leur engagement à cesser les hostilités.

Cette dynamique s'est concrétisée en juillet 2025 par la dissolution officielle des structures politico-militaires des deux groupes et le lancement des processus de DDRR, avec l'appui du SNU. Elle a contribué à une amélioration relative de la situation sécuritaire dans certaines zones du centre et de l'ouest du pays, avec une diminution des incidents liées à la cessation des activités militaires de ces groupes.

Ces avancées restent toutefois fragiles et nécessitent une consolidation dans la durée. Le SNU continuera d'appuyer les autorités nationales dans la mise en œuvre inclusive de ces Accords, en particulier à travers le soutien à la réintégration socioéconomique des ex-combattants et au renforcement de la cohésion sociale, afin de réduire les risques de résurgence de la violence et de consolider les acquis du processus de paix.



Réconciliation nationale et consolidation de la paix

10 conflits liés au logement, terres et biens (LTB) résolus et 10 comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) renforcés.

Impact : La résolution des litiges fonciers réduit les tensions structurelles et renforce la confiance entre communautés, contribuant à prévenir les violences récurrentes.

2 dialogues communautaires organisés (70 participants) et 15 initiatives communautaires soutenues (travaux collectifs, gestion de la transhumance, etc.).

Impact : Ces actions favorisent des solutions concertées aux tensions locales et renforcent durablement la cohésion sociale.

2 dialogues communautaires organisés (70 participants) et 15 initiatives communautaires soutenues (travaux collectifs, gestion de la transhumance, etc.).

Impact : Ces actions favorisent des solutions concertées aux tensions locales et renforcent durablement la cohésion sociale.

6 715 ménages accueillis dans des centres de transit, représentant 21 455 personnes.

Impact : Cette prise en charge protège les populations déplacées, réduit leur vulnérabilité et contribue à la stabilisation des zones d'accueil.

Renforcement des capacités des forums locaux des droits de l'homme en matière de plaidoyer, de monitoring et de veille citoyenne.

Impact : Ce renforcement améliore le dialogue entre autorités et société civile, accroît la redétabilité locale et favorise une meilleure prise en compte des violations des droits humains.

De nombreux différends communautaires désamorcés (tensions intercommunautaires, conflits agropastoraux, retours de déplacés, accès aux ressources) à travers les mécanismes locaux de résolution des conflits (CLPR, comités de paix, médiations communautaires).

Impact : Ces mécanismes préviennent l'escalade des violences, renforcent la gestion pacifique des conflits et restaurent la coexistence dans les zones concernées.



Retrouver la voix, retrouver la vie

Marie-Jeanne a 40 ans. En 2014, elle perd son mari lors des violences qui ont frappé sa région. Du jour au lendemain, elle fuit avec ses enfants vers le Cameroun. Pendant des années, elle vit loin de chez elle, dans l'incertitude.

En 2022, elle décide de rentrer à Bouar avec ses quatre enfants. Mais le retour est difficile. Elle retrouve une maison occupée, des terres disputées et des relations familiales tendues. Isolée, sans soutien, elle sombre peu à peu dans la détresse.

C'est au sein de sa communauté qu'elle accède à un espace d'écoute et d'accompagnement mis en place avec l'appui du SNU, dans le cadre d'initiatives de consolidation de la paix et de cohésion sociale. Elle participe à des séances de dialogue et d'accompagnement psychosocial. Peu à peu, elle reprend confiance. Avec l'appui de médiateurs communautaires formés, elle engage un dialogue avec sa belle-famille. Après plusieurs échanges, un accord est trouvé. Marie Jeanne récupère sa maison et une partie de ses terres.

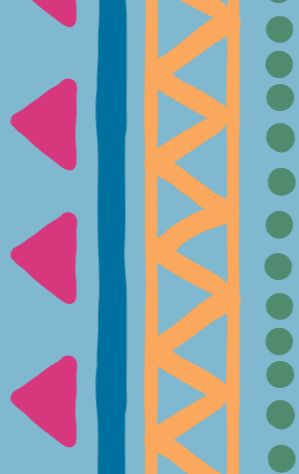
« J'ai compris que j'avais des droits. Et surtout, que je n'étais pas seule », dit-elle aujourd'hui.

Depuis, elle a repris ses activités, s'occupe de ses enfants et s'implique dans sa communauté. Elle accompagne à son tour d'autres femmes confrontées à des situations similaires.

Depuis 2024, plus de 1 300 personnes, majoritairement des femmes, ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial dans plusieurs préfectures du pays. En renforçant les structures locales et les capacités des acteurs communautaires, ces initiatives contribuent à restaurer la confiance, à retisser les liens sociaux et à poser les bases d'une paix durable en République centrafricaine.

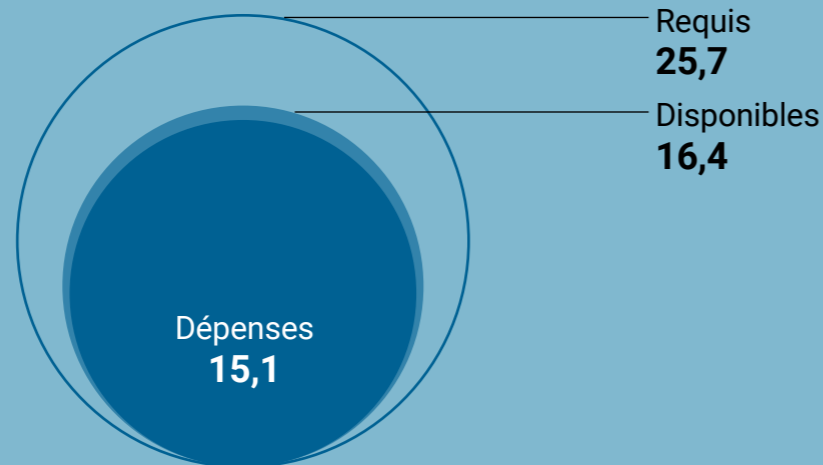
Résultat Stratégique 2

État de droit



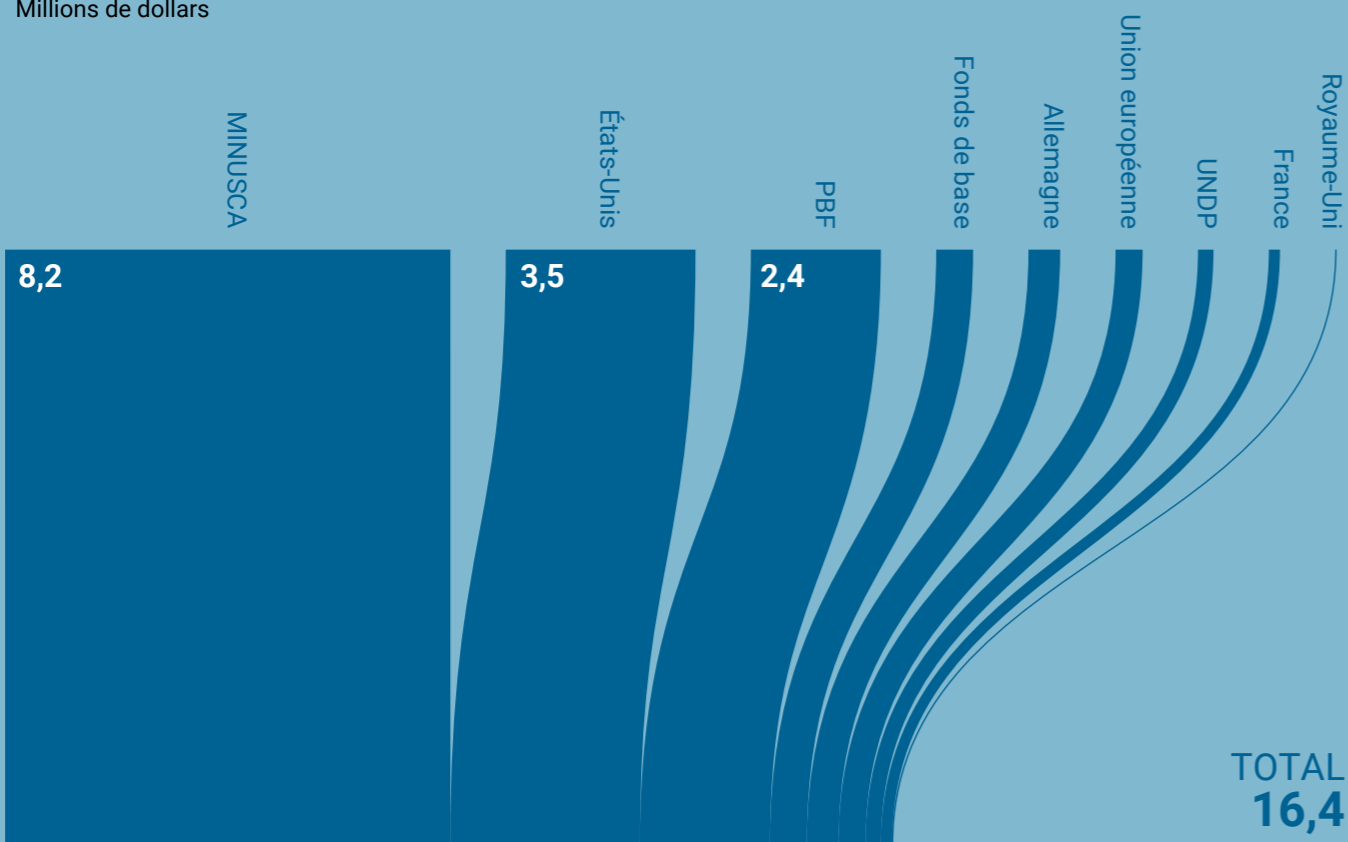
Fonds requis, disponibles et dépensés en 2025

Millions de dollars



Principaux donateurs

Millions de dollars



État de droit

Renforcement de l'État de droit, justice et droits humains

Taux de surpopulation carcérale réduit de 337 % à 229 %.

Impact : Cette amélioration des conditions de détention réduit les tensions en milieu carcéral et renforce le respect des standards de dignité humaine.

44 juridictions fonctionnelles opérationnelles (3 cours d'appel, 38 tribunaux de grande instance, 3 juridictions spécialisées), soit 90 % de fonctionnalité.

Impact : Cette extension du maillage judiciaire rapproche la justice des populations et améliore la capacité de traitement des affaires sur l'ensemble du territoire.

63 nouveaux magistrats déployés, portant l'effectif total à 149 magistrats, avec un taux de présence de 95 % en région.

Impact : Ce renforcement des ressources humaines assure la continuité du service public de la justice et réduit les zones de non-droit.

13 tribunaux de grande instance dotés d'une séparation effective des fonctions judiciaires, contre 4 en 2024.

Impact : Cette réforme organisationnelle renforce les garanties d'un procès équitable et améliore la qualité des procédures judiciaires.

81 affaires criminelles traitées devant les Cours d'appel, dont 30 cas de violences sexuelles.

Impact : L'accélération du traitement des affaires réduit l'arriéré judiciaire, améliore l'accès à la justice pour les victimes et renforce la lutte contre l'impunité.

Renforcement de la coordination entre institutions judiciaires, forces de sécurité et mécanismes de protection des droits humains.

Impact : Cette coordination améliore l'efficacité de la chaîne pénale et renforce la réponse nationale aux violations des droits humains.

1 nouveau procès devant la Cour pénale spéciale, portant à 4 le nombre de procès achevés et à 20 les condamnations prononcées.

Impact : Ces avancées renforcent la lutte contre l'impunité et accroissent la confiance des populations envers la justice.

Renforcement opérationnel de la CNDHLF pour la mise en œuvre de son mandat.

Impact : Ce renforcement de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales améliore la prévention des violations et la protection des droits humains.



À Bouar, la justice se rapproche des citoyens

Le 24 septembre 2025, une nouvelle page s'est ouverte à Bouar avec l'installation officielle du Tribunal administratif. Pour de nombreux habitants, cela signifie pour la première fois la possibilité de faire valoir leurs droits face à l'administration, sans devoir parcourir de longues distances ni renoncer à leurs démarches.

Mise en place avec l'appui du système des Nations Unies, notamment à travers un soutien logistique et sécuritaire, cette juridiction constitue une avancée concrète pour rapprocher la justice des populations. Elle s'inscrit dans un effort plus large visant à renforcer l'accès équitable à la justice et à améliorer la transparence de l'action publique. À terme, six tribunaux administratifs sont prévus à travers le pays, dont plusieurs sont déjà opérationnels.

Pour les citoyens, ces tribunaux offrent un recours essentiel : contester une décision administrative, faire entendre une plainte ou obtenir une clarification juridique. Pour les autorités, ils contribuent à structurer une gouvernance plus responsable et encadrée par le droit.

À Bouar, cette initiative marque une étape importante dans l'ancrage de l'état de droit au niveau local. En rendant la justice plus accessible et plus proche des réalités des populations, elle participe à restaurer la confiance entre citoyens et institutions, et à renforcer les bases d'une gouvernance plus juste et plus durable.



Renforcement de capacités des forces de défense et de sécurité

2 669 troupes FACA déployées et 769 personnels répartis sur 9 sites soutenus.

Impact : Ce déploiement renforce la présence de l'État, améliore la sécurisation des zones prioritaires et soutient la stabilisation.

5 554 personnes sensibilisées sur l'égalité de genre, dont 200 femmes et filles.

Impact : Ces actions renforcent la participation des femmes aux initiatives de paix et de sécurité et contribuent à la prévention des violences et à la cohésion communautaire.

1 Plan d'action et 1 texte organique validés pour la Direction du Genre au sein de l'état-major.

Impact : Cette institutionnalisation intègre le genre dans la gouvernance des forces armées et renforce une gestion plus inclusive du secteur de la défense.

Curricula du ministère de la Défense révisés et mesures mises en œuvre pour attirer, recruter et promouvoir les femmes dans l'armée.

Impact : Ces réformes renforcent la représentativité des femmes et contribuent à une professionnalisation accrue des forces armées.

Capacités renforcées de multiples institutions (ministère de la Défense, ministère du Genre, Assemblée nationale, CNDHLF, médias, OSC féminines et réseaux de jeunes femmes).

Impact : Ce renforcement multisectoriel améliore la coordination civilo-militaire et favorise une participation accrue des femmes dans les mécanismes de gouvernance et de redevabilité.

Pilier 2

Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité

Axe stratégique du PND

Accès équitable à des services sociaux de base de qualité et développement du capital humain

Pilier de l'UNSDCF

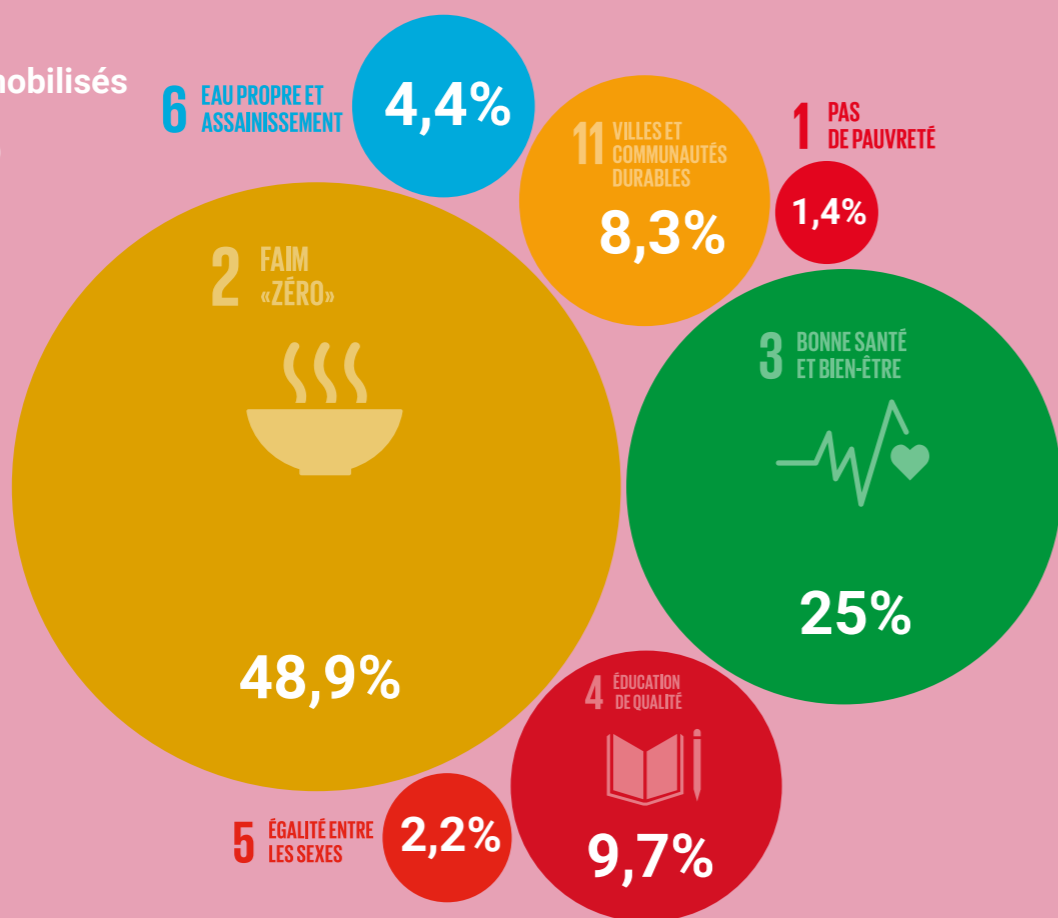
Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité

Résultats stratégiques du pilier

Accès équitable aux services sociaux de base

Protection contre les violences et discriminations

Fonds mobilisés en 2025 par ODD



Des progrès significatifs ont été enregistrés dans l'accès équitable aux services sociaux de base, grâce à une combinaison d'investissements dans les infrastructures, de renforcement des capacités et d'appuis directs aux ménages. En 2025, les interventions multisectorielles (santé, y compris la sante sexuelle et reproductive, nutrition, éducation, WASH et protection sociale) ont contribué à des avancées mesurables vers l'atteinte de l'Effet 1. Le taux de mortalité des enfants de moins d'un an est passé de 65 pour 1 000 naissances vivantes à 58,7, traduisant les effets combinés de l'amélioration de la fonctionnalité des FOSA, de la vaccination et de la prise en charge communautaire. De même, le taux de mortalité maternelle a reculé de 829 décès pour 100 000 naissances vivantes à 692. Sur le plan nutritionnel,

la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 5 ans a diminué de 42,3 % à 37,9 %, tandis que la malnutrition aiguë reste un enjeu. De plus, le taux d'achèvement du primaire, estimé à 27 % en 2019, progresse vers une cible de 31 %.

Par ailleurs, les interventions ont consolidé les mécanismes de protection et d'inclusion, notamment à travers la prévention et la prise en charge des violences, l'accès à l'identité juridique et le renforcement des dispositifs communautaires. Les systèmes de protection sociale et les approches intégrées ont contribué à atténuer les tensions liées à l'accès aux ressources, à soutenir la cohésion sociale et à accompagner les dynamiques de retour et de réintégration.

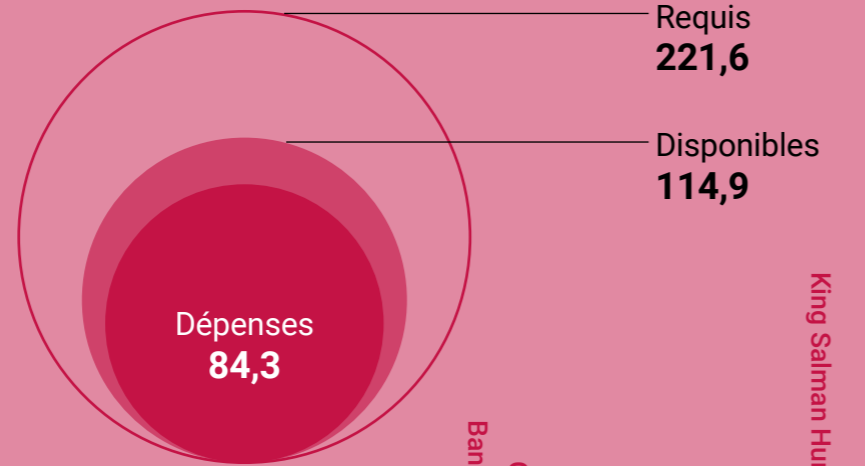


Résultat Stratégique 1

Accès équitable aux services sociaux

Fonds requis, disponibles et dépensés en 2025

Millions de dollars



Principaux donateurs

Millions de dollars



TOTAL 114,9

Services sociaux de base

Accès inclusif à l'éducation de qualité

62 % de taux de transition du primaire vers le secondaire (54 % garçons ; 72 % filles), dépassant la cible de 60 % fixée pour 2027.

Impact : Cette progression améliore la continuité des apprentissages et renforce l'équité de genre dans l'accès à l'enseignement secondaire.

41 000 enfants bénéficient d'infrastructures scolaires améliorées, incluant 339 salles de classe (dont 84 en 2025) et 250 latrines séparées avec dispositifs de lavage des mains et accès inclusif.

Impact : Ces investissements améliorent l'accès à l'éducation, renforcent la sécurité et favorisent un environnement d'apprentissage inclusif, notamment pour les filles et les enfants en situation de handicap.

9 353 enfants réfugiés intégrés dans le système éducatif national.

Impact : Cette intégration garantit un accès équitable à l'éducation pour les enfants déplacés et renforce la cohésion sociale.

11 997 enfants obtiennent un acte de naissance, dont 38 % de filles.

Impact : L'accès à l'identité légale facilite l'inscription aux examens et garantit l'exercice des droits fondamentaux.

764 enseignants et maîtres-parents formés, dont 151 femmes, en pédagogie de base, éducation accélérée et approches sensibles au genre.

Impact : Ce renforcement des capacités améliore la qualité de l'enseignement et contribue à des environnements scolaires plus sûrs et inclusifs.

1 980 ménages bénéficient du programme Cash Plus pour couvrir les coûts scolaires.

Impact : Ce soutien réduit les contraintes économiques des ménages et contribue au maintien des enfants à l'école.

1 politique nationale de préscolarisation élaborée, accompagnée d'un diagnostic genre dans le secteur éducatif.

Impact : Ces avancées renforcent la planification sectorielle et soutiennent une approche plus équitable de l'éducation dès la petite enfance.





Système de protection sociale inclusif et réactif aux chocs

323 141 personnes bénéficient de transferts monétaires et de 6 695 tonnes de vivres distribués.

Impact : Ces appuis atténuent les tensions liées à l'accès aux ressources, renforcent la sécurité alimentaire et contribuent à la stabilité sociale dans les zones fragiles.

2 000 femmes et enfants, y compris des personnes déplacées internes, obtiennent un acte de naissance.

Impact : L'accès à l'identité juridique facilite l'accès aux services sociaux de base et renforce l'inclusion citoyenne des populations vulnérables.

251 430 écoliers dans 336 écoles bénéficient de cantines scolaires, soit plus de 21 240 000 repas distribués.

Impact : L'alimentation scolaire améliore la fréquentation et la rétention, soutient les apprentissages et réduit les abandons liés à l'insécurité alimentaire.

427 479 personnes déplacées internes retournées et 21 455 rapatriés regagnent des zones sécurisées.

Impact : Ces retours soutiennent la stabilisation des zones d'origine et renforcent les dynamiques de relèvement communautaire.

28 cadres formés aux politiques de protection sociale et à leurs liens avec le capital humain, la cohésion sociale et la paix.

Impact : Ce renforcement institutionnel contribue à structurer un système de protection sociale plus cohérent et mieux aligné sur les priorités de développement et de stabilité.



Vers une approche intégrée des solutions durables aux déplacements forcés

En RCA, le déplacement forcé reste un enjeu majeur, avec 427 479 PDI recensées fin 2025 et 21 455 rapatriements volontaires facilités. La situation demeure marquée par des dynamiques prolongées et fluctuantes (Sud-Est, Nord-Ouest, zones inondées), tandis que les retournés, rapatriés et PDI en intégration locale font face à des contraintes structurelles : accès limité aux services de base, aux opportunités économiques et à des mécanismes de cohésion sociale.

Une dynamique politique relancée autour des solutions durables.

En cohérence avec la Stratégie nationale 2024–2028 et le PND, les efforts en 2025 ont renforcé la coordination et l'appropriation nationale. Le déploiement de techniciens gouvernementaux formés aux côtés des équipes de suivi des déplacements a amélioré l'analyse des mobilités et consolidé le leadership national en matière de données. La gouvernance a été structurée à travers la réactivation du Groupe de travail national et l'opérationnalisation de mécanismes régionaux (Bria, Bouar, Bambari, Kaga Bandoro, Bossangoa). De plus, l'organisation d'un atelier national (novembre 2025), réunissant autorités nationales et locales, personnes déplacées internes, rapatriés et communautés hôtes, a permis l'élaboration de plans d'action territoriaux.

Participation communautaire et cohésion sociale.

Les mécanismes de participation ont été renforcés, avec l'intégration des PDI, retournés et communautés hôtes dans des dispositifs mixtes de concertation (plateformes locales, groupements communautaires). Par exemple, à Bria, la mise en place d'un comité LTB (Logement, Terres et Biens), complété par des structures communautaires, a permis d'améliorer la gestion des litiges fonciers et de renforcer les mécanismes locaux de résolution des conflits. Ces actions ont contribué à prévenir les tensions et à consolider la cohésion sociale dans les zones de retour.



Investissements multisectoriels et partenariats innovants.

En 2025, les efforts ont ciblé la mobilisation de partenariats à plus grande échelle, notamment avec le secteur privé et les IFI. Le Forum de haut niveau sur le déplacement forcé et le rôle du secteur privé (juillet 2025) a marqué une étape clé pour mobiliser les acteurs économiques autour de l'inclusion financière, de l'emploi, de l'agribusiness et des infrastructures.

Par ailleurs, un fort effet de levier en matière de financement innovant a été démontré. Un appui initial de 1,5 million de dollars du Fonds pour les solutions aux déplacements internes (IDSF) en 2024 a permis de structurer les bases d'une approche intégrée des solutions durables. Dans sa continuité, un financement de 2 millions de dollars du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) a contribué à catalyser un investissement de 30 millions de dollars de la Banque africaine de développement dans l'ouest du pays (Nana-Mambéré et Mambéré-Kadéï), au bénéfice d'environ 30 000 retournés et communautés hôtes.

Ce modèle illustre la complémentarité entre consolidation de la paix et développement économique : cohésion sociale, dialogue communautaire et réintégration d'une part, investissements dans les chaînes de valeur agricoles et la relance économique d'autre part. Il démontre la capacité de financements ciblés à dérisquer et amplifier des investissements dans des contextes fragiles.

Services intégrés de santé, nutrition, eau et assainissement



95 % des formations sanitaires fonctionnelles (contre 93 % en 2024), 11 maternités construites ou réhabilitées, 46 793 enfants traités pour maladies courantes et 4 891 personnes vivant avec le VIH accompagnées.

Impact : Ce renforcement de l'offre et des services améliore l'accès aux soins essentiels, la continuité des traitements et la prise en charge des populations vulnérables.

Maintien du statut de pays libre de poliovirus sauvage et élimination du tétanos maternel et néonatal, avec 88 % des structures équipées en chaîne de froid et un score de gestion vaccinale porté à 64 %.

Impact : Ces avancées renforcent la performance du système vaccinal et réduisent les risques de résurgence des maladies évitables.

6 974 personnes vaccinées contre le Mpox.

Impact : Cette couverture vaccinale contribue à limiter les risques de propagation et à renforcer la préparation aux épidémies.

49 063 enfants traités pour malnutrition aiguë sévère (taux de guérison de 85 %) et 1,26 million d'enfants supplémentés en vitamine A.

Impact : Ces interventions réduisent la mortalité infantile et améliorent l'état nutritionnel des enfants les plus vulnérables.

318 486 mères formées en alimentation du nourrisson et du jeune enfant et 715 formations sanitaires offrant un paquet nutritionnel intégré.

Impact : L'amélioration des pratiques alimentaires et l'intégration des services renforcent la prévention et la prise en charge de la malnutrition.

72 000 personnes accèdent à l'eau potable et 34 000 à des services d'assainissement de base.

Impact : L'accès accru à des services essentiels réduit les maladies hydriques et améliore les conditions de vie.

311 557 personnes ont bénéficié d'un paquet intégré de services SSR/VIH/VBG : 1 120 kits d'accouchement distribués, 61 fistules traitées, 251 162 femmes et filles ayant accès à la contraception, et des actions de sensibilisation au VIH/Sida auprès de 1 220 jeunes et 6 632 professionnelles du sexe.

Impact : Cette prise en charge intégrée sauve des vies, réduit durablement les complications liées à la maternité et renforce la dignité, la santé et l'autonomie des femmes et des jeunes.

Mise en place d'un programme d'éducation sexuelle et élaboration d'un plan stratégique pour la prise en charge des cancers génito-mammaires.

Impact : Ces efforts renforcent la prévention chez les jeunes et établissent une réponse nationale visant à améliorer le dépistage et à réduire la mortalité liée aux cancers du sein et du col de l'utérus.

95 200 personnes sensibilisées aux pratiques d'hygiène.

Impact : L'adoption de meilleures pratiques d'hygiène contribue à prévenir la transmission des maladies au niveau communautaire.

1 foreuse à haute capacité et 1 compresseur approvisionnés.

Impact : Cet appui renforce les capacités nationales à développer des infrastructures hydrauliques résilientes et à améliorer durablement l'accès à l'eau.

Vers une maternité plus sûre, au plus près des communautés

À Bria, lorsque la nuit tombe et que les routes deviennent incertaines, Erguine Souhat reste en alerte. Matrone communautaire, elle est souvent la première — et parfois la seule — à pouvoir intervenir lorsque le travail commence. Elle connaît chaque femme de son quartier, suit les grossesses, et veille à ce qu'aucune ne reste seule face aux risques.

Une nuit, elle a accompagné une femme en plein travail sur plusieurs kilomètres à pied, déterminée à l'amener jusqu'à l'hôpital. « Nous suivons les femmes du début de la grossesse jusqu'après l'accouchement, pour que la mère et l'enfant restent en bonne santé », explique-t-elle simplement.

Pour Albertine Shoura, mère de trois enfants, cet accompagnement a changé le cours de son

histoire. « Avant, j'accouchais à la maison. J'ai failli mourir. Cette fois, grâce à Erguine, j'ai pu aller à l'hôpital et accoucher en sécurité. »

À travers ces gestes répétés, souvent invisibles, un changement plus large s'opère. Les consultations prénatales augmentent, les accouchements assistés deviennent plus fréquents, et la confiance envers les services de santé se reconstruit progressivement.

Dans un pays où la mortalité maternelle reste extrêmement élevée — 829 décès pour 100 000 naissances vivantes — chaque accompagnement compte. Soutenues par le système des Nations Unies, ces initiatives rapprochent les soins essentiels des communautés : plus de 300 matrones formées, des maternités équipées, et des personnels de santé renforcés.



Amélioration de la sécurité alimentaire

251 430 écoliers bénéficient de repas scolaires et 80 000 enfants dans 115 écoles reçoivent des repas enrichis via des cantines intégrées aux fermes communautaires.

Impact : Ces interventions améliorent la fréquentation et la rétention scolaires, renforcent les apprentissages et soutiennent la nutrition tout en stimulant l'économie locale.

875 groupes agricoles renforcés, 850 hectares de terres réhabilités et 13,75 hectares de jardins communautaires créés.

Impact : Ces appuis améliorent la productivité agricole, renforcent les capacités économiques des producteurs et soutiennent durablement la sécurité alimentaire.

36 entrepôts construits, 145 km de routes rurales aménagés et 25 191 ménages équipés, dont 12 850 dirigés par des femmes.

Impact : Ces investissements facilitent l'accès aux marchés, réduisent les pertes post-récolte et renforcent les moyens de subsistance, notamment pour les femmes.

36 aires de séchage construites et équipements de production et transformation distribués (tricycles, bâches, unités de décorticage, moulins et outils de mesure).

Impact : Ces équipements améliorent la transformation, la conservation et la commercialisation des produits, augmentant les revenus des petits producteurs.



Sauver une vie, reconstruire un avenir

À Bambari, au centre de santé de Mbagolo, Anselme Mandagueze attend son tour, son fils Ésaïe dans les bras. À seulement 18 mois, l'enfant souffre à la fois de paludisme et de malnutrition aiguë modérée – un double fardeau qui menace la vie de nombreux enfants en République centrafricaine.

Jeune père veuf de vingt ans, Anselme fait face seul à cette épreuve. Inquiet pour la santé de son fils, il se tourne vers un programme de prise en charge nutritionnelle mis en place avec l'appui du système des Nations Unies et de ses partenaires. Chaque semaine, il reçoit des conseils adaptés et un suivi médical pour Ésaïe, ainsi qu'un complément nutritionnel qui permet à son enfant de reprendre progressivement des forces.

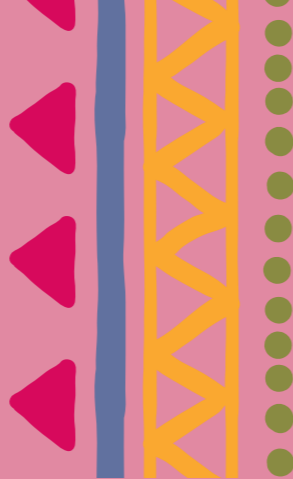
« Ma priorité, c'est la santé de mon enfant », confie-t-il.

Peu à peu, l'état d'Ésaïe s'améliore. Ce suivi régulier redonne espoir à Anselme, qui voit son fils retrouver de l'énergie et reprendre une croissance normale.

Dans un pays où près de 400 000 enfants et mères souffrent encore de malnutrition, ces interventions permettent de sauver des vies et de prévenir des complications graves. En renforçant les services de santé et l'accompagnement des familles, elles offrent aux enfants les plus vulnérables une chance réelle de grandir en bonne santé.

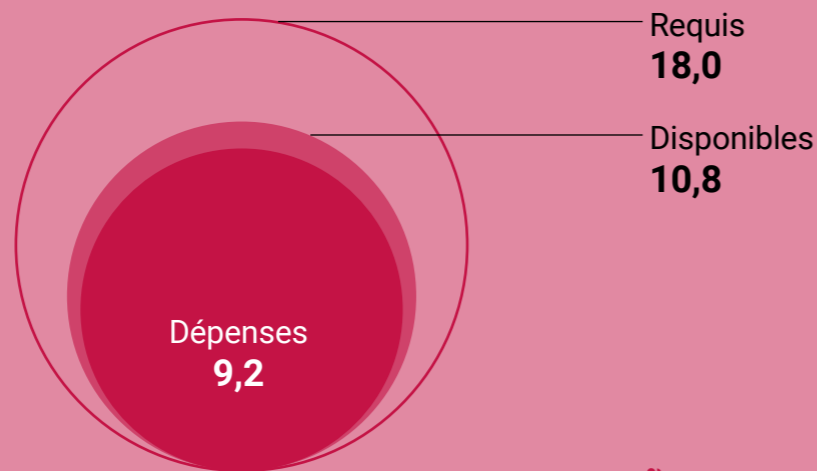
Résultat Stratégique 2

Protection contre les violences et discriminations



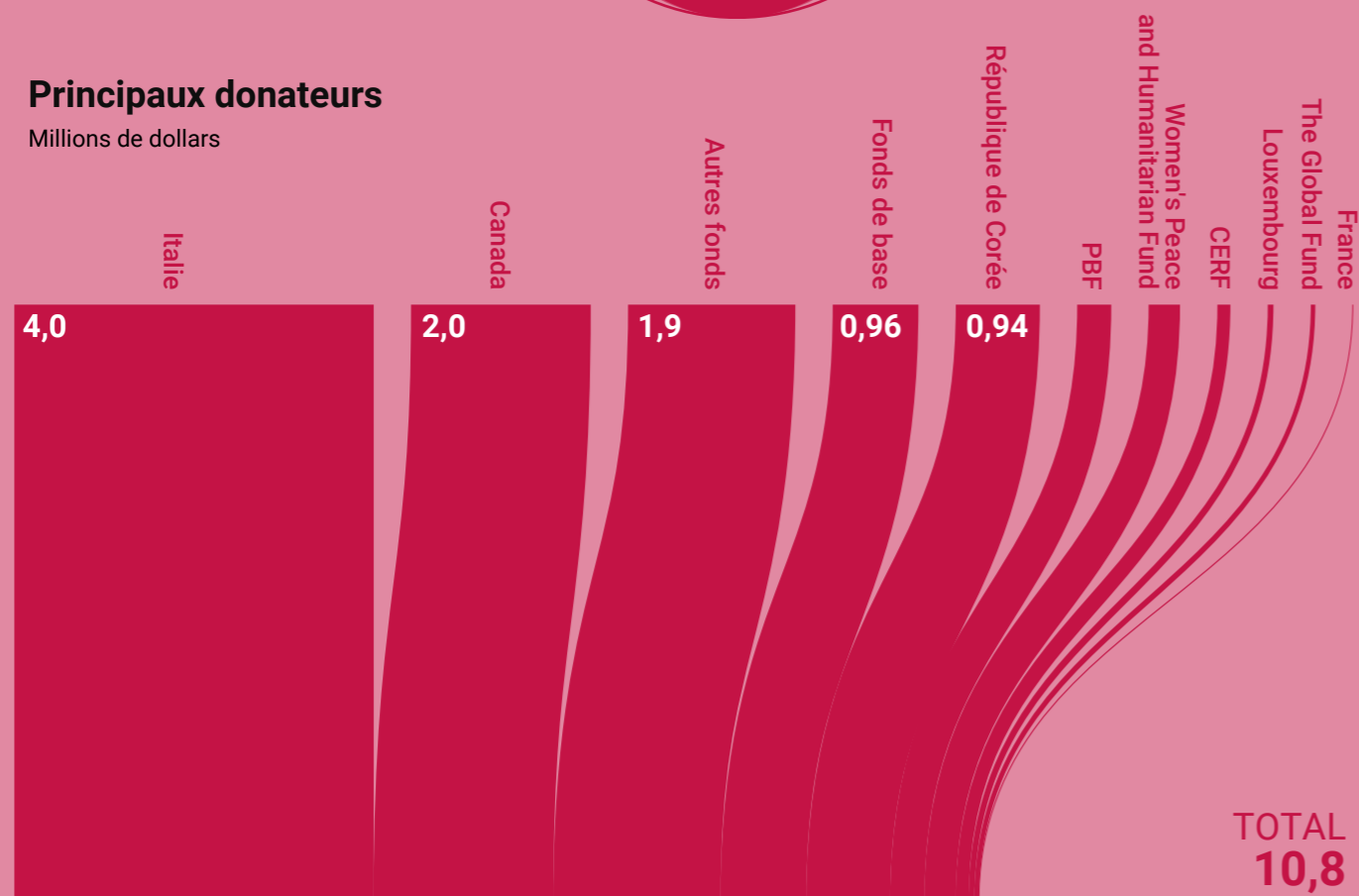
Fonds requis, disponibles et dépensés en 2025

Millions de dollars



Principaux donateurs

Millions de dollars



Protection contre les violences et égalité entre les sexes

Capacités renforcées pour la promotion du genre

200 organisations communautaires mobilisées et 8 comités régionaux de coordination opérationnels pour la prévention et la réponse aux violences.

Impact : Cette structuration renforce la vigilance communautaire, améliore la coordination territoriale et permet une réponse plus rapide et efficace aux risques de violence, notamment pour les groupes vulnérables.

Systèmes d'information CPIMS+, GBVIMS, et MRMIMS+ modernisés et déployés.

Impact : L'amélioration de la collecte et de l'analyse des données renforce le suivi des cas et permet des interventions de protection plus ciblées et efficaces.

20 travailleurs sociaux certifiés formateurs nationaux et 120 gestionnaires de cas formés.

Impact : Ce renforcement des capacités nationales améliore la prise en charge des victimes et soutient une réponse de protection plus durable et localisée.



Prévention des violences basées sur le genre et services de prise en charge

446 541 personnes sensibilisées aux risques d'exploitation et d'abus sexuels et 1 439 287 membres des communautés ayant accès à des mécanismes de signalement, avec 2 514 membres de la communauté et 19 cadres gouvernementaux formés.

Impact : Ces actions renforcent la tolérance zéro, en facilitant le signalement sûr des abus et en garantissant des réponses plus rapides et centrées sur les survivants.

5 854 survivantes assistées en urgence et 2 765 bénéficient d'un soutien psychosocial individualisé.

Impact : Cette prise en charge combinée répond aux besoins immédiats, renforce la résilience des survivantes et facilite leur réintégration sociale.

30 432 enfants sensibilisés et soutenus par des soins médicaux et psychosociaux, dont 408 bénéficient d'un accompagnement individuel.

Impact : Ces interventions renforcent la protection des enfants, réduisent les risques de violence et améliorent leur accès aux services adaptés.

10 490 enfants à risque ou victimes accèdent à des services de protection, de santé ou de justice et 11 109 obtiennent un acte de naissance.

Impact : L'accès aux services essentiels et à l'identité juridique renforce la protection des enfants et garantit l'exercice de leurs droits.

53 espaces sûrs renforcés (dont 14 dédiés aux jeunes), 20 structures de prise en charge holistique mises en place et 15 mécanismes de référencement harmonisés.

Impact : Ces dispositifs améliorent la coordination et la qualité de la réponse, assurant une prise en charge plus complète et accessible des cas de violence.

Quand l'information devient protection

À Boali, à 95 kilomètres de Bangui, Aïcha* (nom modifié) sait que les risques sont réels. Entre l'afflux de visiteurs et la proximité avec la capitale, les jeunes femmes comme elles sont davantage exposées aux infections et aux violences. Pendant longtemps, elle manquait d'informations pour se protéger.

En novembre 2025, elle participe à des séances d'échange et de sensibilisation organisées dans sa communauté avec l'appui du système des Nations Unies et des autorités nationales. Pendant deux jours, elle apprend à reconnaître les risques liés aux infections sexuellement transmissibles, au VIH, à la syphilis et à l'hépatite B. Elle découvre aussi les moyens concrets de se protéger et l'importance du dépistage.

Mais pour Aïcha, le plus important est ailleurs. « Avant, je ne savais pas que j'avais des droits. Maintenant, je sais où aller et comment me protéger », explique-t-elle.

Ces espaces de dialogue lui permettent non seulement d'acquérir des connaissances, mais aussi de gagner en confiance. Elle échange avec d'autres jeunes femmes, partage des expériences et se sent moins isolée.

Aujourd'hui, Aïcha fait passer le message autour d'elle. Elle sensibilise ses amies et encourage celles qui hésitent à se faire dépister. À travers elle, c'est toute une dynamique de prévention qui se met en place au niveau communautaire.



Pilier 3 Développement des compétences et croissance économique accélérée, inclusive et durable

Axes
stratégiques
du PND

Développement des
infrastructures
résilientes et durables

Accélération de la production
et des chaînes de valeurs
dans les filières productives et
de la croissance économique
inclusive et durable

Pilier
de l'UNSDCF

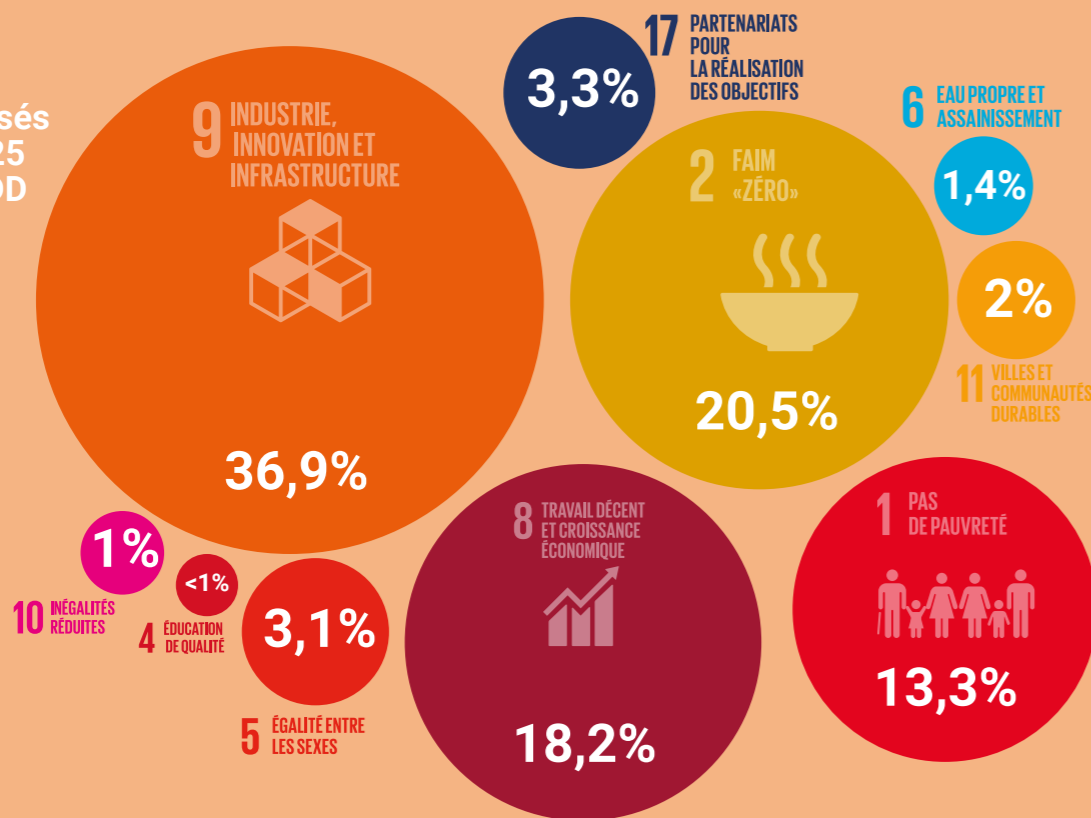
Développement
des compétences
et croissance
économique
accélérée,
inclusive et
durable

Résultats
stratégiques du pilier

Accès aux
infrastructures
durables et
intégration régionale

Accès équitable aux
opportunités
économiques

Fonds
mobilisés
en 2025
par ODD



Des progrès tangibles ont été réalisés en matière d'accès aux infrastructures et de développement économique, contribuant à désenclaver les zones prioritaires et à stimuler les dynamiques locales de croissance. L'amélioration de la connectivité, combinée à des investissements dans les infrastructures communautaires et à des approches à haute intensité de main-d'œuvre, a facilité l'accès aux marchés et aux services essentiels tout en générant des revenus immédiats pour les populations. Ces avancées ont renforcé les économies locales, soutenu les moyens de subsistance et créé des conditions plus favorables à l'investissement et à l'intégration territoriale.

Le renforcement du tissu économique, notamment à travers l'appui aux PME, aux chaînes de valeur et à l'entrepreneuriat – en particulier féminin – a contribué à élargir l'accès aux opportunités économiques. Les interventions ciblées en faveur des groupes vulnérables, y compris les ex-combattants, les réfugiés et les retournés, ont soutenu leur insertion économique et réduit leur vulnérabilité. Dans l'ensemble, ces résultats participent à la transformation progressive des économies locales, renforcent la résilience des communautés et contribuent à une croissance plus inclusive et durable, en lien avec les dynamiques de stabilisation.

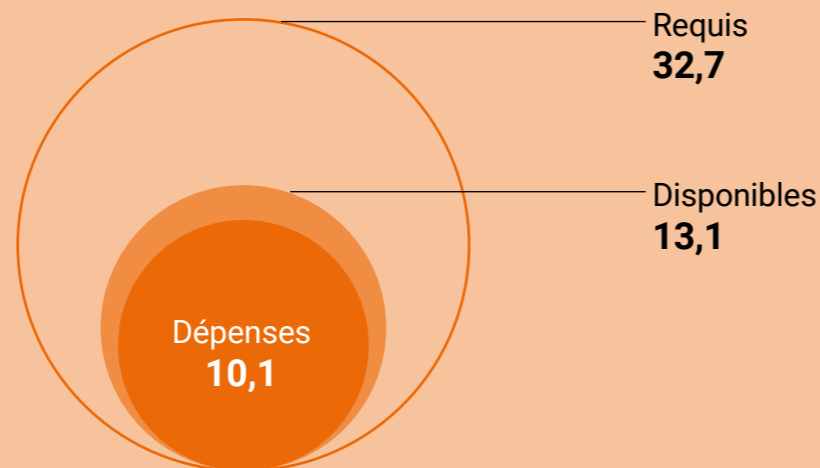


Résultat Stratégique 1

Accès aux infrastructures durables et intégration régionale

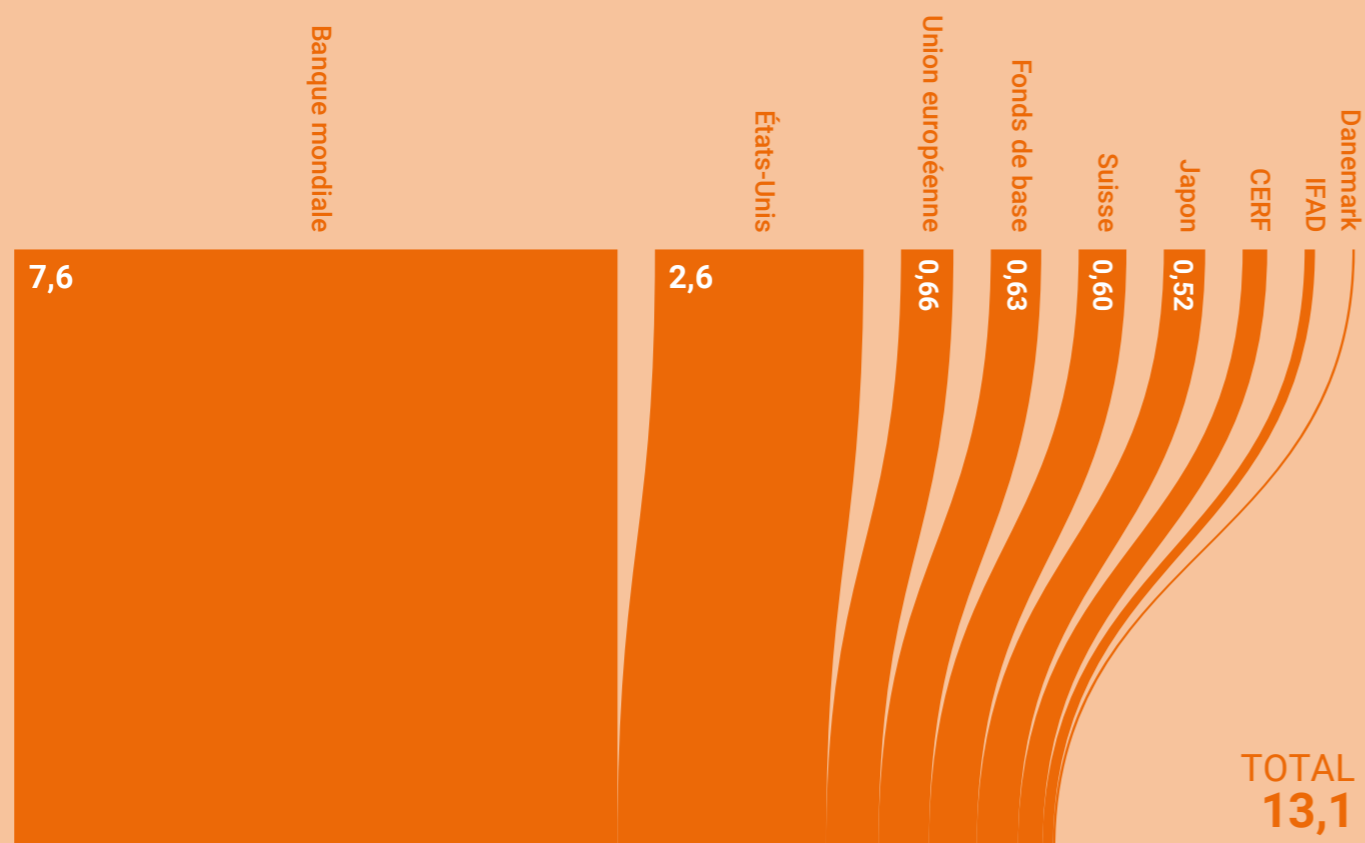
Fonds requis, disponibles et dépensés en 2025

Millions de dollars



Principaux donateurs

Millions de dollars



Infrastructures et relance économique

Développement local et construction des infrastructures de base

350 km de pistes rurales ouvertes ou réhabilitées, facilitant l'accès pour environ 2 950 habitants.

Impact : Cette amélioration de l'accessibilité renforce l'accès aux marchés et aux services essentiels, et soutient la dynamique économique locale.

2 012 personnes mobilisées dans des travaux à haute intensité de main-d'œuvre, dont 24 % de femmes, avec 271,7 millions FCFA injectés dans les économies locales.

Impact : Ces activités augmentent les revenus des ménages et génèrent des retombées économiques directes au niveau communautaire.

140 ménages, dont 63 dirigés par des femmes, participent aux travaux communautaires.

Impact : Cette participation renforce l'autonomisation économique des femmes et contribue à la cohésion sociale.

4 comités de gestion des infrastructures mis en place, avec parité femmes-hommes.

Impact : Ces structures renforcent la gouvernance locale et assurent une gestion durable et inclusive des infrastructures.

Plus de 130 acteurs locaux formés en procédures administratives, gestion documentaire et organisationnelle.

Impact : Ce renforcement améliore l'efficacité, la transparence et la qualité des services administratifs au niveau local.

Appui aux collectivités locales, chefferies traditionnelles et services déconcentrés pour l'élaboration de plans de développement local sensibles au genre.

Impact : Cet appui renforce la planification territoriale et favorise une prise de décision plus inclusive et équitable au niveau local.





Une route qui transforme des vies

Pendant des années, Esther, commerçante à Krakoma, vivait au rythme de l'isolement. Pour rejoindre Ndélé ou Kaga Bandoro, il lui fallait plusieurs jours de trajet sur des routes impraticables, souvent bloquées par la pluie ou l'insécurité. Vendre ses produits était incertain, accéder aux soins difficile, et les opportunités rares.

Aujourd'hui, son quotidien a changé. Grâce à la réhabilitation de la route RN8, réalisée avec l'appui du SNU, Esther peut parcourir la même distance en quelques heures. « Avant, je pouvais perdre toute ma marchandise. Maintenant, je vends chaque jour », explique-t-elle.

Comme elle, des milliers de personnes voient leur vie transformée. Les agriculteurs récoltent plus facilement leurs récoltes, les commerçants développent leurs activités, et les familles accèdent plus rapidement aux centres de santé. L'acheminement de l'aide et des services essentiels s'est également amélioré, réduisant l'isolement de nombreuses communautés du Nord-Est.

Le projet a aussi créé des opportunités locales, avec plus de 100 000 jours de travail générés, dont près d'un cinquième pour des femmes, injectant des ressources directes dans l'économie locale.

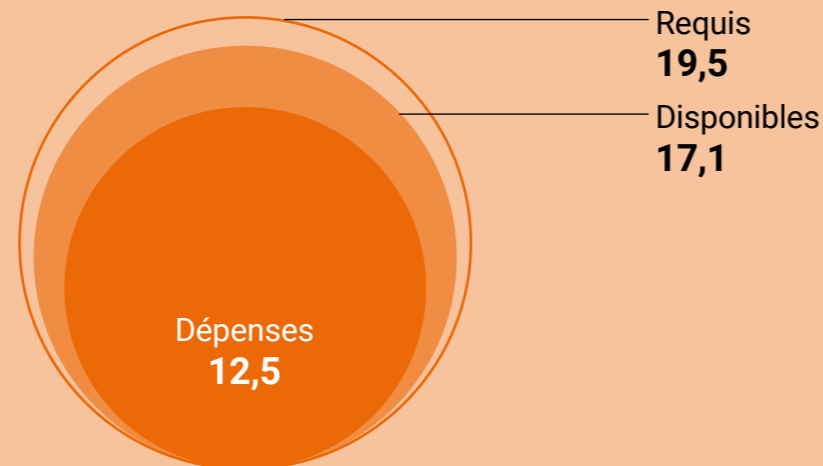
Résultat Stratégique 2

Accès équitable aux opportunités économiques



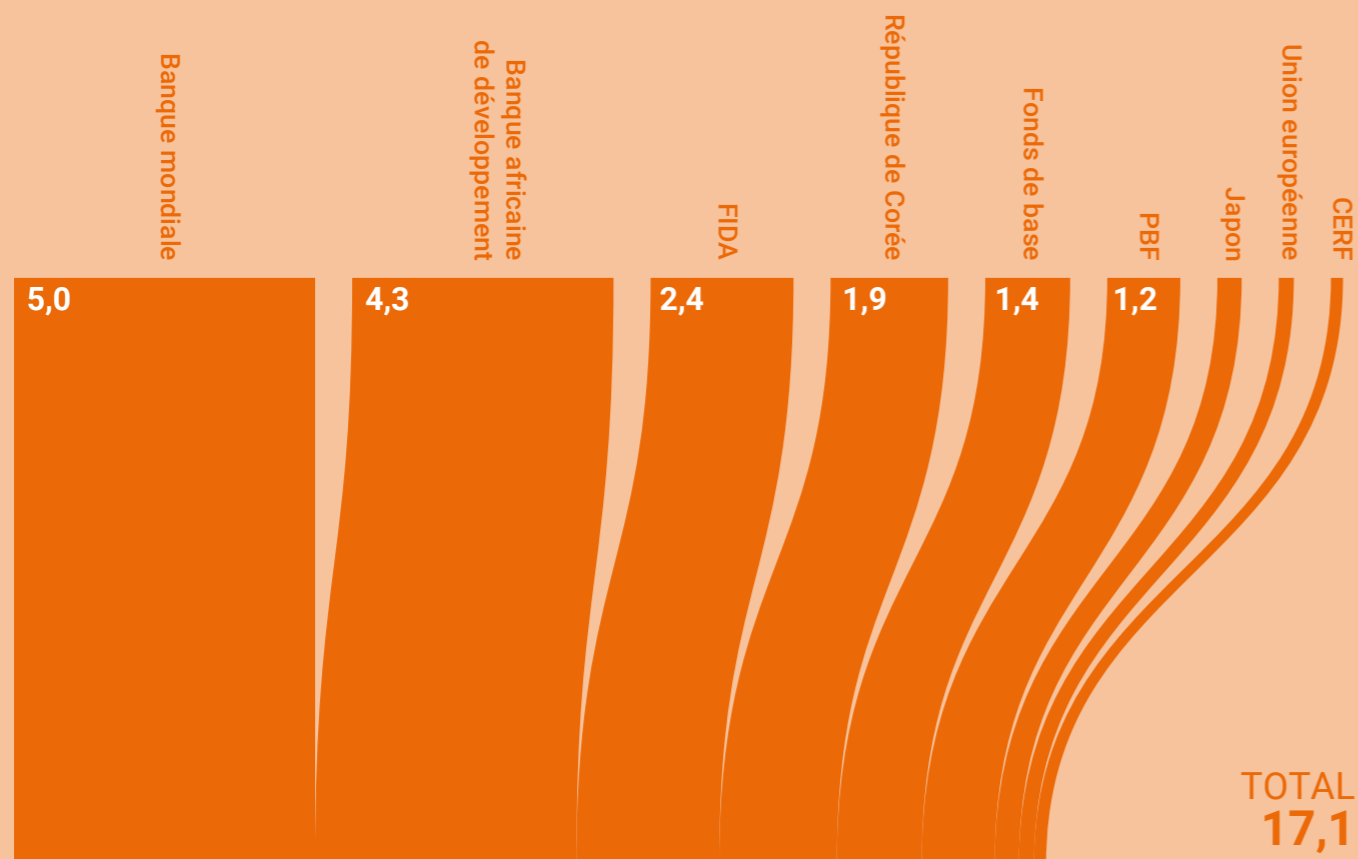
Fonds requis, disponibles et dépensés en 2025

Millions de dollars



Principaux donateurs

Millions de dollars



Opportunités économiques et emplois

Climat des affaires, création d'emplois et accompagnement du secteur privé

50 organisations professionnelles, plateformes économiques et réseaux d'entrepreneurs renforcés en gouvernance, gestion et mobilisation des ressources.

Impact : Ce renforcement améliore l'accompagnement des PME, soutient leur formalisation et renforce leur contribution au développement économique local.

50 responsables publics et structures d'appui aux PME formés aux instruments de commerce régional et à la ZLECAF.

Impact : Ce renforcement améliore la capacité nationale à intégrer les entreprises dans les chaînes de valeur régionales et à saisir les opportunités de l'intégration économique.

1 000 femmes entrepreneures accompagnées et 650 personnes formées en gestion d'entreprise et développement d'activités génératrices de revenus.

Impact : Ces appuis renforcent les capacités entrepreneuriales et soutiennent la création et la croissance d'activités économiques durables.

25 associations économiques dotées de kits d'activités génératrices de revenus et 30 survivantes de violences basées sur le genre réinsérées économiquement.

Impact : Ces interventions renforcent l'autonomie économique des organisations locales et facilitent la réintégration durable des survivantes.

205 apiculteurs, dont 58 femmes et 31 jeunes, formés et équipés au sein de 30 groupements, avec 340 équipements distribués.

Impact : L'amélioration des pratiques et l'accès aux équipements renforcent la productivité et les revenus dans la filière apicole.

40 entrepreneurs et dirigeants de PME, dont 25 entreprises des chaînes de valeur agro-industrielles et forestières, formés aux normes commerciales, sanitaires et aux procédures d'exportation.

Impact : Ce renforcement améliore l'accès aux marchés régionaux et la conformité aux exigences commerciales.

125 producteurs accompagnés via des plans d'action concertés et 200 petits producteurs intégrés aux services des organisations professionnelles.

Impact : Cet accompagnement renforce l'employabilité, l'accès aux marchés et l'intégration des producteurs dans des circuits économiques formels.

47 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) créées, dont 38 opérationnelles avec kits d'épargne, de crédit et équipements productifs.

Impact : Ces mécanismes renforcent l'accès au financement local, soutiennent les activités génératrices de revenus et consolident la résilience économique des communautés.



RGPH4 - Une base statistique renouvelée pour orienter les politiques publiques et accélérer le développement

Le quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-4) en RCA marque une avancée significative après plus de deux décennies sans données démographiques complètes. Avec 92 % de la population et 95 % des ménages dénombrés, l'opération a permis de couvrir l'essentiel du territoire, malgré un contexte logistique et sécuritaire contraignant. Cet exercice s'inscrit dans un appui stratégique du système des Nations Unies au renforcement durable des capacités du système statistique national, notamment de l'ICASEES, à travers l'as-

sistance technique, la digitalisation des outils et la formation des agents.

Le processus est désormais entré dans la phase d'analyse. Les données permettront de produire des statistiques fiables et désagrégées, essentielles pour éclairer les politiques publiques, affiner la planification du développement, renforcer le suivi des ODD et orienter les interventions là où elles auront le plus d'impact sur la réduction de la pauvreté, des inégalités et des vulnérabilités.



Autonomisation économique des personnes vulnérables

173 groupements d'intérêt économique créés et opérationnels, complétés par des dispositifs communautaires d'épargne et de crédit.

Impact : Ces structures renforcent la gouvernance économique locale, facilitent la mutualisation des ressources et améliorent l'accès des ménages ruraux aux services financiers.

7 000 personnes appuyées à travers des activités génératrices de revenus, dont 78 % de femmes, et 1 440 survivantes de violences accompagnées vers l'autonomie économique.

Impact : Ces appuis renforcent les capacités de génération de revenus, réduisent la vulnérabilité économique et soutiennent l'autonomisation des femmes.

500 ex-combattants formés et dotés de kits d'activités génératrices de revenus.

Impact : Ces actions facilitent la réinsertion économique et réduisent les risques de remobilisation.

643 réfugiés et retournés appuyés pour la production agricole et 80 éleveurs soutenus avec des intrants et services techniques.

Impact : Cet appui améliore la sécurité alimentaire, renforce l'autonomie économique et soutient la résilience des ménages.

227 femmes entrepreneures accompagnées via des AVEC, ainsi que 73 jeunes et réfugiés appuyés dans leurs initiatives économiques.

Impact : Ces interventions renforcent l'insertion économique et soutiennent le développement d'un entrepreneuriat inclusif dans les zones de retour.

Gagner sa vie, reconstruire sa dignité

À Bria, dans le nord-est de la République centrafricaine, Amina (nom modifié) n'imaginait plus pouvoir subvenir à ses besoins. Après des années de déplacement, elle dépendait de l'aide pour nourrir sa famille, sans perspective de revenus stables.

Aujourd'hui, elle fait partie d'un groupement de femmes qui a relancé une activité de couture. Grâce à un appui du SNU reçu dans sa communauté — incluant formation et matériel — elle peut produire, vendre et générer un revenu régulier. « Maintenant, je peux aider mes enfants et penser à l'avenir », confie-t-elle.

Comme Amina, 1 000 personnes, dont une majorité de femmes, participent à des activités économiques collectives à Bria, allant du maraîchage à l'élevage, en passant par l'artisanat et le petit commerce. Dans certains groupements, les revenus sont déjà réinvestis, permettant de renforcer progressivement l'autonomie des membres.

Au-delà des gains économiques, ces initiatives rassemblent des personnes déplacées, des rapatriés, des retournés et des membres des communautés hôtes autour d'objectifs communs. En travaillant ensemble, elles recréent des liens, réduisent les tensions et renforcent la confiance au sein des communautés.

Pilier 4 Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique

Axe
stratégique
du PND

Durabilité
environnementale et
résilience face aux
crises et aux effets du
changement climatique

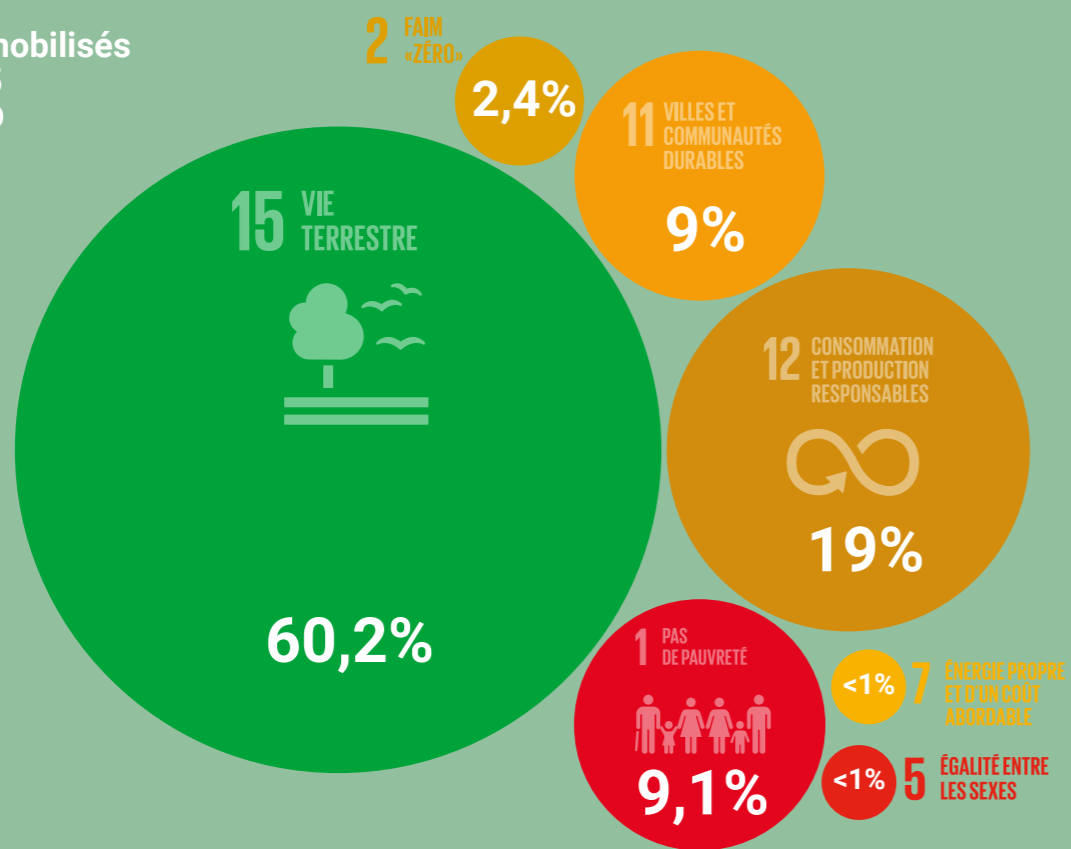
Pilier
de l'UNSDCF

Durabilité
environnementale et
résilience face aux
crises et aux effets du
changement climatique

Résultats
stratégiques du pilier

Résilience
climatique et
gouvernance
environnementale

Fonds mobilisés
en 2025
par ODD



Des progrès tangibles ont été réalisés en matière d'accès aux infrastructures et de développement économique, contribuant à désenclaver les zones prioritaires et à stimuler les dynamiques locales de croissance. L'amélioration de la connectivité, combinée à des investissements dans les infrastructures communautaires et à des approches à haute intensité de main-d'œuvre, a facilité l'accès aux marchés et aux services essentiels tout en générant des revenus immédiats pour les populations. Ces avancées ont renforcé les économies locales, soutenu les moyens de subsistance et créé des conditions plus favorables à l'investissement et à l'intégration territoriale.

Le renforcement du tissu économique, notamment à travers l'appui aux PME, aux chaînes de valeur et à l'entrepreneuriat – en particulier féminin – a contribué à élargir l'accès aux opportunités économiques. Les interventions ciblées en faveur des groupes vulnérables, y compris les ex-combattants, les réfugiés et les retournés, ont soutenu leur insertion économique et réduit leur vulnérabilité. Dans l'ensemble, ces résultats participent à la transformation progressive des économies locales, renforcent la résilience des communautés et contribuent à une croissance plus inclusive et durable, en lien avec les dynamiques de stabilisation.

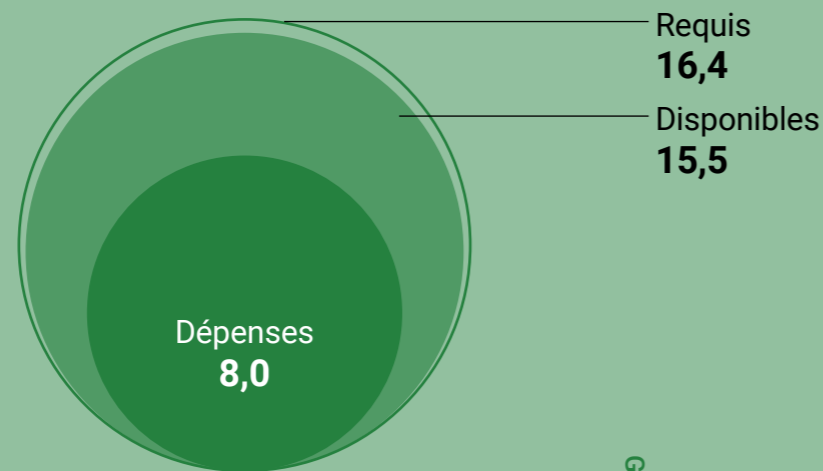
Résultat Stratégique 1

Résilience climatique et gouvernance environnementale



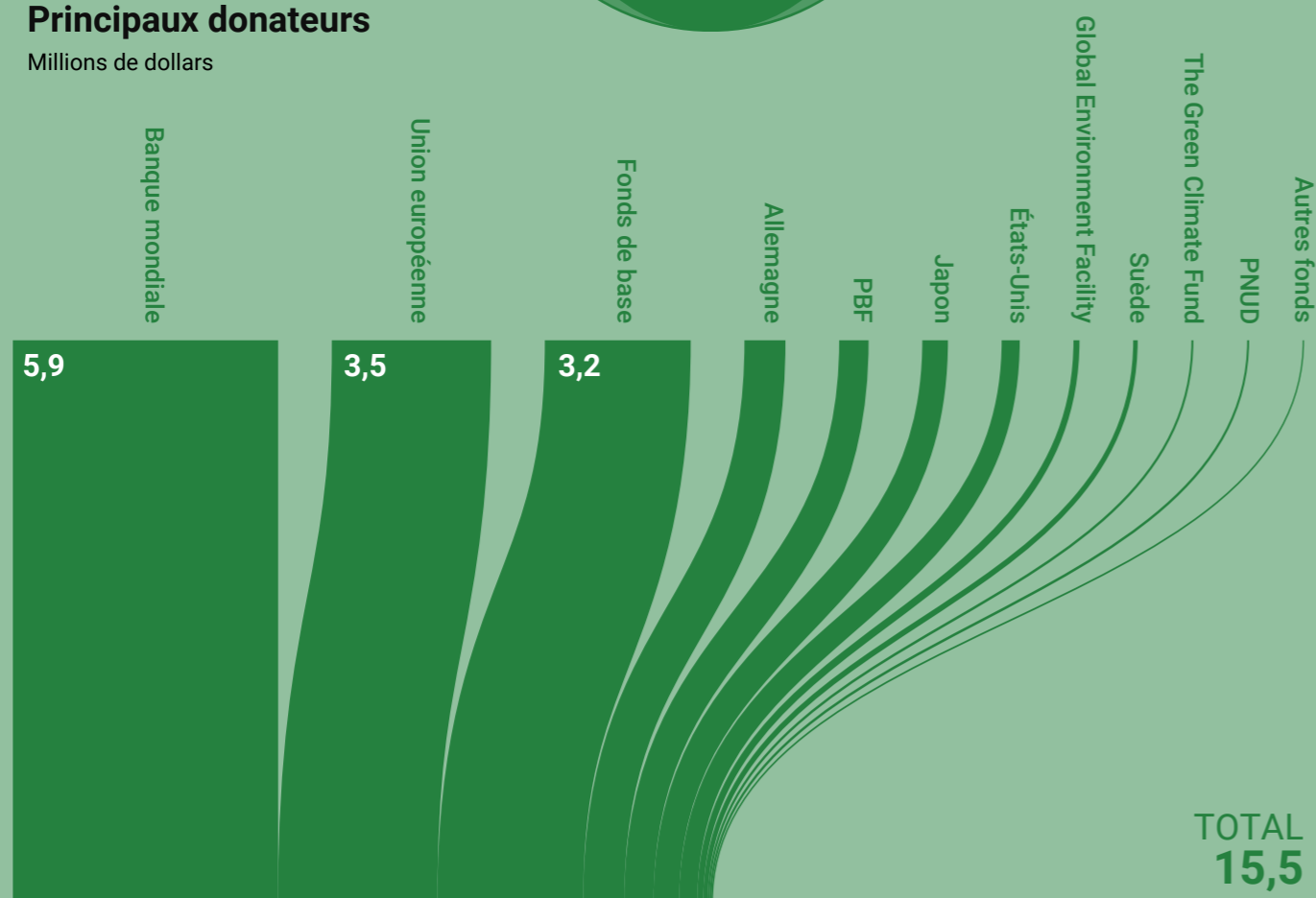
Fonds requis, disponibles et dépensés en 2025

Millions de dollars



Principaux donateurs

Millions de dollars



Durabilité environnementale

Exploitation durable des ressources naturelles

340 hectares de terres dégradées restaurés et aménagés.

Impact : Cette restauration renforce la résilience environnementale et réduit la vulnérabilité des communautés face à la dégradation des sols.

50,75 hectares de parcelles agroforestières établis, générant 56,8 millions FCFA de revenus pour les producteurs.

Impact : Le développement de l'agroforesterie améliore les revenus ruraux et favorise des pratiques agricoles durables.

100 000 plants produits dans la pépinière de Mona Sao.

Impact : Cette production soutient les efforts de reboisement et renforce la disponibilité de plants pour les initiatives de restauration.

500 bénéficiaires formés à la valorisation des produits forestiers non ligneux.

Impact : Cette formation diversifie les sources de revenus et renforce l'autonomie économique des ménages.

458 bénéficiaires formés à la création de parcelles agroforestières et 81 aux techniques de traitement des plants.

Impact : Ce renforcement des compétences favorise l'adoption de pratiques agricoles durables et améliore la productivité tout en réduisant la dépendance aux intrants chimiques.

Mobiliser des financements innovants pour la biodiversité

Le 30 septembre 2025, le Gouvernement, avec l'appui du système des Nations Unies et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a lancé l'initiative BIOFIN, marquant une étape clé dans l'élaboration du Plan national de financement de la biodiversité (PNFB). Cette initiative vise à mobiliser et orienter les ressources nécessaires à la protection des écosystèmes, tout en soutenant un développement durable inclusif.

Dotée d'une biodiversité exceptionnelle, essentielle aux moyens de subsistance des populations, la RCA fait face à des pressions croissantes liées à la déforestation, à l'exploitation non durable des ressources et au changement climatique. BIOFIN apporte une réponse structurée en identifiant les besoins de financement, en analysant les politiques publiques et en développant des mécanismes innovants tels que l'écotourisme, les partenariats public-privé et les paiements pour services écosystémiques.

Coordonnée avec les ministères en charge de l'environnement et des finances, l'initiative renforce les capacités nationales en matière de planification et de mobilisation des ressources, tout en améliorant la disponibilité de données fiables pour orienter les investissements.

En rejoignant BIOFIN, la RCA s'inscrit dans une dynamique internationale couvrant plus de 130 pays, et pose les bases d'un modèle de financement durable visant à préserver son capital naturel, renforcer sa résilience climatique et soutenir des trajectoires de développement à long terme.



Renforcement des partenariats et financement des ODD

Le financement du développement en RCA s'inscrit dans un contexte mondial de contraction des ressources. Le déficit de financement des ODD est estimé à 4 000 milliards de dollars par an dans les pays en développement, tandis que l'aide publique au développement devrait reculer de 9 à 17 % en 2025, avec un impact particulièrement marqué en Afrique subsaharienne.

En RCA, après un pic de 927 millions de dollars en 2020, les financements extérieurs ont diminué à 682 millions de dollars en 2021, avant de se stabiliser autour de 746 millions de dollars en 2023. Les projections pour 2025 indiquent une baisse à 499-582 millions de dollars, soit un niveau historiquement bas, en décalage avec les besoins du Plan national de développement (PND 2024-2028), estimés à 12,8 milliards de dollars.

Face à cette contraction anticipée et à ses implications pour la mise en œuvre de l'UNSDCF et du PND, le SNU a renforcé en 2025 son approche en matière de partenariats et de financement des ODD. Un Groupe de travail sur les partenariats et la mobilisation des ressources, placé sous l'autorité de l'UNCT, a été établi afin de structurer cette dynamique. Sur la base d'une analyse prospective du financement du développement, incluant l'identification des écarts de financement et une cartographie des partenaires actuels et potentiels, le SNU a défini une stratégie articulée autour de trois axes complémentaires : diversification des partenariats, mobilisation conjointe des ressources et renforcement de la redevabilité et de la transparence.

1. Diversification de la base des partenaires et renforcement des partenariats

En 2025, le SNU a renforcé la diversification de ses partenariats, en s'appuyant sur le PND 2024-2028 comme cadre central de dialogue et d'engagement avec les partenaires.

La Table ronde de financement du PND, tenue à Casablanca en septembre, a constitué un jalon majeur de ce repositionnement. Le SNU, à travers une délégation de haut niveau conduite par le Coordonnateur résident et Chefs d'agences, a contribué à la structuration des priorités d'investissement et au dialogue avec les partenaires. L'événement a rassemblé environ 500 participants, dont des institutions financières internationales, des fonds souverains, des investisseurs privés et près de 200 membres de la diaspora, illustrant un élargissement significatif du paysage partenarial.

La Table ronde a permis de générer 9,6 milliards de dollars d'engagements de financement, soit environ 75 % des besoins du PND, dont 49 % issus du secteur privé et 33 % des institutions financières internationales. Il s'agit d'intentions de financement dont la concrétisation reste à suivre. Cette évolution traduit toutefois une diversification des partenaires, marquée par une montée en puissance des acteurs privés et des partenaires non traditionnels.

En parallèle, le SNU a renforcé son engagement avec les institutions financières internationales et l'Union européenne, en améliorant l'alignement entre leurs instruments et les priorités nationales. Cette approche a contribué à renforcer la complémentarité des interventions et à positionner le SNU comme un acteur de facilitation entre priorités nationales, stabilisation et investissements de développement.

Alignement UN-IFI : un levier catalytique pour le financement des ODD en RCA

En 2025, le SNU en République centrafricaine a renforcé son rôle de catalyseur du financement du développement, en structurant un alignement stratégique inédit avec les principales institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque africaine de développement) et l'Union européenne. Soutenue par le Fonds de partenariat du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBPSO), cette dynamique s'est matérialisée à travers le déploiement d'une fonction dédiée de liaison UN-IFI, permettant de rapprocher les cadres stratégiques, les instruments financiers et les cycles de programmation.

Cette approche a permis d'assurer une convergence opérationnelle entre le PND 2024-2028, l'UNSDCF 2023-2027, les investissements des partenaires et les efforts de stabilisation, renforçant la cohérence des interventions dans un contexte de fragilité. Elle positionne le SNU comme un acteur clé d'interface, capable de relier les priorités nationales aux pipelines d'investissement internationaux et d'orienter les financements vers des résultats à fort impact, notamment en matière de paix, de gouvernance et de résilience.

Cette transformation s'articule autour de trois avancées concrètes.

Premièrement, sur l'analyse conjointe, le SNU contribue désormais directement aux diagnostics des institutions financières internationales. L'appui à l'Évaluation des risques et de la résilience (RRA) de la Banque mondiale a permis d'intégrer les dynamiques locales de conflit, de cohésion sociale et de déplacement dans la définition des risques, renforçant la pertinence des orientations stratégiques et leur alignement avec les priorités nationales.

Deuxièmement, sur le financement, cette convergence se traduit par des initiatives conjointes à fort effet de levier. Par exemple, dans l'Ouest du pays, un investissement d'environ 2 millions de dollars du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) dans la cohésion sociale, la médiation locale et le retour des populations déplacées – bénéficiant à près de 30 000 personnes – a permis de mobiliser un programme de 30 millions de dollars de la Banque africaine de développement axé sur les chaînes de valeur agricoles. Ce ratio de 1 à 15 illustre la capacité du SNU à dé-risquer les investissements dans les zones fragiles et à catalyser des financements à plus grande échelle.

Troisièmement, sur la coordination, à travers un comité de pilotage présidé par le Gouvernement, les interventions sont désormais planifiées de manière conjointe, reliant programmes du SNU, financements du PBF et investissements des partenaires au niveau des secteurs et des territoires. L'implication plus en amont de partenaires dans la conception des programmes permet d'intégrer les enseignements issus des interventions de terrain et de renforcer la cohérence et l'efficacité des actions.

Dans l'ensemble, cette dynamique traduit une évolution structurelle du rôle du SNU, désormais reconnu comme un facilitateur stratégique entre acteurs humanitaires, de paix et de développement. Elle contribue à mobiliser des financements plus importants, plus cohérents et mieux orientés vers les résultats, tout en positionnant la République centrafricaine comme un modèle émergent d'alignement UN-IFI-UE pour accélérer la mise en œuvre des ODD dans les contextes de fragilité.

2. Positionnement comme levier de convergence par la mobilisation conjointe des ressources

En 2025, le SNU a renforcé son rôle de plateforme de convergence des financements, en promouvant des approches conjointes et des mécanismes intégrés afin d'améliorer la cohérence et l'impact des ressources mobilisées.

Des progrès ont été réalisés dans le développement de programmes conjoints autour de priorités stratégiques du PND et des accélérateurs des ODD, notamment les solutions durables, transhumance pacifique et prospère, systèmes alimentaires résilients et inclusifs, et infrastructures communautaires, les services sociaux de base et la résilience climatique. Ces programmes ont permis de structurer des interventions multi-agences autour de résultats communs, facilitant le dialogue avec les partenaires et l'accès à des financements plus intégrés.

En parallèle, le SNU a intensifié la mobilisation de ressources à travers les fonds communs et mécanismes globaux, notamment le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), le Joint SDG Fund, ainsi que des fonds thématiques tels que l'Internal Displacement Solutions Fund (IDSF), le Women's Peace and Humanitarian Fund (WPHF) et le Road Safety Fund (RSF). Ces démarches ont permis d'aligner davantage les financements sur des priorités conjointes et de renforcer la complémentarité entre interventions humanitaires, de paix et de développement.

Le lancement du Fonds de développement durable de la RCA (Emai Fund) constitue une avancée importante dans cette dynamique. Doté d'une ambition de 120 millions de dollars d'ici 2027, ce fonds commun vise à financer des programmes conjoints alignés sur le PND et l'UNSDCF, en complément des instruments existants.

Fonds Emai : le premier fonds de développement de la République centrafricaine

Lancé en septembre 2025 en marge de la Table ronde de financement du PND 2024-2028 par Son Excellence le Premier Ministre, en présence des partenaires techniques et financiers, le Fonds pour le développement durable en RCA – Fond Emai, signifiant « nous avançons » en sango – constitue le premier fonds commun dédié au développement en RCA, établi conjointement par le Gouvernement et le Système des Nations Unies.

Conçu pour soutenir la mise en œuvre du PND, il vise à mobiliser 120 millions de dollars d'ici 2027. À ce jour, 6,2 millions de dollars ont déjà été sécurisés, dont 1,2 million de dollars de la Suisse et 5 millions de dollars du Fonds pour la consolidation de la paix, permettant d'amorcer son opérationnalisation.

Le Fonds Emai se distingue par trois caractéristiques clés. Il est d'abord ancré au niveau national et orienté vers les priorités locales, en permettant au Coordonnateur résident, en étroite collaboration avec le Gouvernement et l'équipe-pays des Nations Unies, de mobiliser des financements plus prévisibles pour répondre aux besoins émergents. Il constitue également un instrument reliant les interventions humanitaires, de consolidation de la paix et de développement afin d'assurer une approche intégrée et cohérente. Enfin, il agit comme un levier stratégique de coordination et de programmation conjointe, réduisant la fragmentation des financements et facilitant le déploiement de programmes à plus grande échelle et à fort impact.

Au-delà de la mobilisation de ressources, le Fonds Emai marque une évolution structurelle du financement du développement en RCA. Il renforce la capacité du SNU et de ses partenaires à aligner leurs interventions sur les priorités nationales, à améliorer la cohérence des investissements et à accélérer la mise en œuvre des ODD dans un contexte de ressources contraintes.



3. Renforcement de la redevabilité mutuelle, de la transparence et de la visibilité de l'impact collectif

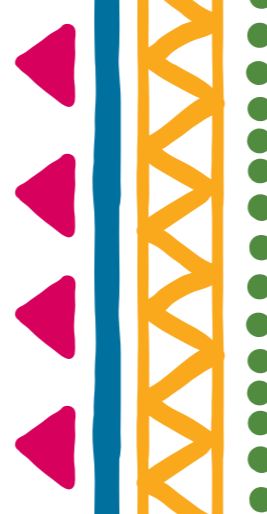
En 2025, le SNU a renforcé la redevabilité collective en consolidant ses outils de suivi et en structurant un reporting davantage orienté résultats. L'utilisation d'UN INFO a permis de centraliser les données financières et programmatiques, offrant une vision consolidée des contributions du SNU aux priorités nationales et facilitant un dialogue plus transparent avec le Gouvernement et les partenaires.

Des revues conjointes et échanges réguliers avec les parties prenantes ont contribué à ancrer une redevabilité mutuelle

fondée sur la performance, tandis que le développement d'outils de suivi plus accessibles (tableaux de bord, synthèses stratégiques) a amélioré la lisibilité des résultats collectifs.

Par ailleurs, le SNU a renforcé la valorisation de son impact, à travers une communication plus ciblée, notamment sur les réseaux sociaux et les plateformes publiques, mettant en avant des résultats concrets, des effets de levier et des histoires de transformation. Cette approche contribue à renforcer la confiance des partenaires et à positionner le SNU comme un acteur capable de démontrer, de manière claire et crédible, l'impact collectif de ses interventions.

Cohérence, efficacité et efficience du SNU



En 2025, le SNU en RCA a poursuivi la mise en œuvre des priorités de réforme du système de développement des Nations Unies, en ligne avec l'agenda UN80 et du repositionnement du SNU. Dans un contexte de ressources contraintes et de besoins croissants, l'accent a été mis sur la transformation opérationnelle du SNU, visant à dépasser les approches fragmentées et à renforcer le positionnement du système comme un acteur intégré, capable de délivrer des résultats à l'échelle.

Renforcement de la cohérence stratégique et de la coordination

Des avancées significatives ont été réalisées en matière de cohérence stratégique et de coordination interagences. Le développement de programmes conjoints autour de priorités clés a permis de structurer des interventions intégrées, alignées sur les priorités nationales. La création du Fonds Emai a renforcé cette dynamique en offrant un véhicule concret pour la programmation conjointe et la mobilisation de ressources autour de résultats communs.

La coordination interne a également été renforcée à travers une réorganisation des groupes de travail interagences, désormais pilotés par les Chefs d'agences, permettant un leadership plus stratégique et une meilleure redevabilité. La mise en place d'un Groupe de travail sur les partenariats et la mobilisation des ressources (GTPMR) a permis de structurer l'approche collective en matière de financement.

Par ailleurs, le SNU a renforcé ses capacités d'analyse à travers l'utilisation d'outils de prospective et de veille stratégique (horizon scanning), permettant d'anticiper les risques, d'identifier les opportunités et d'ajuster les priorités de manière plus agile. Cette approche contribue également à renforcer la cohérence avec les partenaires externes, notamment les institutions financières internationales et l'Union européenne.

Mutualisation des ressources et efficacité opérationnelle

En 2025, le SNU a engagé une réforme opérationnelle visant à réduire les coûts et améliorer l'efficacité, dans un contexte de contraction des financements. Le pays a ainsi été identifié comme pilote pour la mise en œuvre d'une stratégie intégrée de mutualisation des ressources.

Sur la base d'un inventaire exhaustif des capacités existantes, une stratégie couvrant cinq domaines – locaux, achats et logistique, technologies de l'information et de la communication (TIC), ressources humaines et finances – a été finalisée, avec une mise en œuvre prévue à partir de 2026.

Des mesures concrètes ont déjà été engagées. Elles incluent le regroupement progressif des agences dans des locaux communs selon un modèle d'agence hôte, la mutualisation des flottes de véhicules et des maisons d'hôtes, ainsi que le développement d'accords à long terme groupés pour les achats (notamment carburant,



connectivité et équipements). Une base de fournisseurs partagée et un inventaire consolidé des entrepôts ont été établis afin d'optimiser l'utilisation des ressources logistiques.

Dans le domaine des TIC, des solutions communes de connectivité et de maintenance sont déployées afin d'éviter la duplication des équipements et de réduire les coûts. Par ailleurs, certaines fonctions support (administration, maintenance, sécurité, chauffeurs) sont pro-

gressivement mutualisées dans les sites partagés, avec un financement réparti entre agences.

Ces mesures permettent de réduire les coûts fixes et opérationnels, d'améliorer la qualité des services et de rationaliser les opérations, tout en offrant aux agences à présence limitée un accès à des capacités renforcées. Elles posent les bases d'un modèle de fonctionnement plus intégré, cohérent et durable du SNU en RCA.

Evaluations et leçons apprises

En 2025, les interventions du SNU en RCA ont permis de dégager cinq enseignements clés.

1

L'appropriation locale est essentielle à la durabilité des interventions.

L'implication active des communautés et des autorités locales, notamment les municipalités, améliore l'accès aux services, facilite la maintenance des infrastructures et renforce l'adhésion aux initiatives. Les interventions ancrées dans les dynamiques locales présentent des résultats plus durables et mieux acceptés.

2

Le renforcement des systèmes nationaux est un levier important.

L'appui aux administrations sectorielles, aux mécanismes de prévention et aux systèmes publics – notamment dans les domaines de la santé, de l'état civil et de la gouvernance locale – permet d'assurer la continuité des services et d'ancrer les résultats dans les institutions nationales, renforçant ainsi leur pérennité.

3

Les approches intégrées renforcent l'efficacité en contexte de fragilité.

Les interventions combinant paix, gouvernance, genre et DRR permettent de mieux adresser les causes profondes des conflits. La participation des femmes, des jeunes et des organisations de la société civile renforce la cohésion sociale, la prévention des violences et la légitimité des actions.

4

L'intégration des dimensions économiques et sociales améliore la résilience.

Les approches combinant activités génératrices de revenus, mécanismes d'épargne communautaire et transferts sociaux renforcent durablement les moyens de subsistance, en particulier pour les femmes et les populations vulnérables, tout en soutenant des résultats sociaux, notamment en matière d'éducation.

5

La collaboration humanitaire-développement-paix maximise l'impact des interventions.

L'articulation entre interventions humanitaires, de relèvement et de développement, à l'échelle territoriale, permet de transformer les réponses d'urgence en trajectoires de stabilisation et de développement durable. Cette approche renforce la cohérence des actions et soutient les dynamiques économiques et sociales locales.



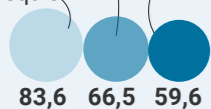
Aperçu financier et mobilisation des ressources

Pilier 1
Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'État de droit

Millions de dollars

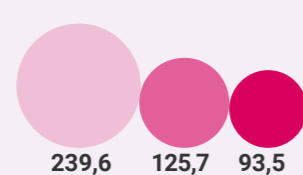
TOTAL

Disponibles Requis Dépenses



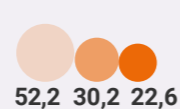
Pilier 2
Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité

TOTAL



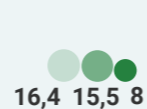
Pilier 3
Développement des compétences et croissance économique accélérée, inclusive et durable

TOTAL



Pilier 4
Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique

TOTAL



GRAND TOTAL

Millions de dollars

Requis **391,8**
Disponibles **237,9**
Dépenses **183,7**

250

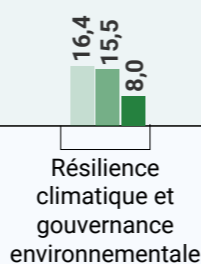
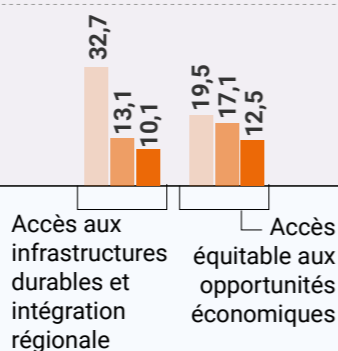
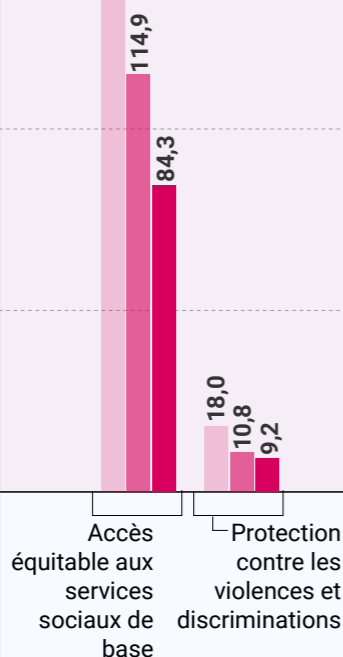
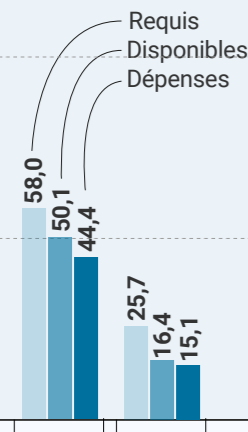
200

150

0

Millions de dollars

Requis
Disponibles
Dépenses



Consolidation de la paix et gouvernance inclusive

État de droit

Accès équitable aux services sociaux de base

Protection contre les violences et discriminations

Accès aux infrastructures durables et intégration régionale

Accès équitable aux opportunités économiques

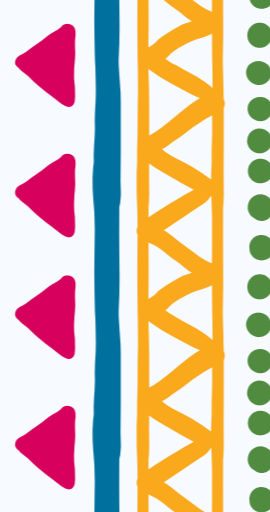
Résilience climatique et gouvernance environnementale

Résultats Stratégiques



Priorités de l'UNCT en 2026

En 2026, l'UNCT orientera son action autour de priorités stratégiques visant à consolider les acquis récents, à répondre aux évolutions du contexte national et à renforcer l'impact collectif du SNU en appui au PND.



1 Traduire les acquis institutionnels en résultats visibles au niveau local

L'UNCT appuiera le renforcement des capacités des institutions locales afin de transformer les avancées politiques en dividendes concrets pour les populations. L'accent sera mis sur la présence territoriale, la gouvernance locale et l'accès effectif aux services, afin de générer des impacts visibles dans la vie quotidienne des communautés.

4 Structurer l'engagement avec le secteur privé

L'évolution du paysage partenarial en RCA appelle à un engagement plus coordonné du secteur privé, aligné sur les priorités du PND. L'objectif est de développer des partenariats orientés vers l'investissement, la création d'emplois et la transformation économique.

2 Accélérer la mise en œuvre des financements et des partenariats

Les efforts porteront sur la traduction des engagements en financements effectifs, à travers le suivi de la mise en œuvre du PND et la montée en puissance du Fonds Emai. Le renforcement du partenariat avec les institutions financières internationales sera poursuivi, notamment via la structuration de pipelines d'investissements conjoints alignés sur les priorités nationales.

5 Renforcer la collaboration humanitaire-développement-paix

L'année 2026 sera marquée par la poursuite des dynamiques d'évolution graduelle de la MINUSCA, nécessitant une adaptation continue de l'appui du système des Nations Unies aux évolutions du contexte. Dans ce cadre, les efforts seront renforcés pour promouvoir une meilleure complémentarité entre les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Une attention particulière sera accordée au développement local, en vue de réduire progressivement la dépendance à l'assistance humanitaire et de soutenir des trajectoires durables de développement. Cela inclura le déploiement des solutions durables pour les populations déplacées, le renforcement de l'intégration des interventions économiques et sociales au niveau local, ainsi que l'approfondissement des partenariats, notamment avec les institutions financières internationales, en appui à des investissements structurants.

3 Faire des programmes conjoints un levier stratégique de financement

Les programmes conjoints seront consolidés comme des instruments centraux de mobilisation des ressources, en articulation avec le Fonds Emai. Une cartographie structurée et un appui renforcé du Groupe de travail sur les partenariats permettront d'améliorer leur cohérence, leur visibilité et leur positionnement auprès des partenaires.



Extension du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF)

L'UNSDCF, initialement prévu pour la période 2023–2027, a été prolongé jusqu'en 2029 afin d'assurer un alignement complet avec le Plan national de développement (PND 2024–2028) et d'accompagner son cycle de mise en œuvre.

Cette décision de l'UNCT, validée en étroite concertation avec le Gouvernement, ainsi qu'avec les bureaux régionaux des agences et le siège, est issue d'une analyse approfondie. Elle repose sur la forte convergence entre les axes stratégiques du PND et les piliers de l'UNSDCF. L'élaboration d'un nouveau cadre aurait présenté un risque de duplication sans valeur ajoutée significative. La prolongation permet ainsi de renforcer la cohérence de l'action collective, d'améliorer la prévisibilité des interventions et de soutenir la programmation conjointe et la mobilisation des ressources.

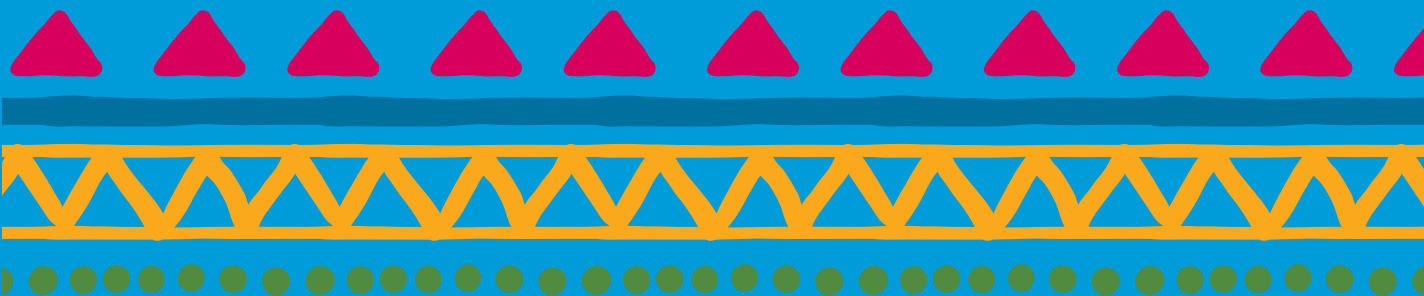
Compte tenu du stade encore initial de mise en œuvre du PND et de l'absence de données consolidées sur ses résultats, cette extension offre un cadre adapté pour accompagner efficacement les priorités nationales. Elle sera mise en œuvre selon une approche d'actualisation ciblée (« light touch »), sans modification de la théorie du changement ni du cadre de résultats.

Acronymes et abréviations

AGR	Activités génératrices de revenus
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
APPR-RCA	Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine
ARV	Antirétroviral
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
BOS	Stratégie des opérations communes (Business Operations Strategy)
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CLPR	Comités locaux de paix et de réconciliation
CMOP	Comités de mise en œuvre préfectoraux
CNDHFL	Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales
CPS	Cour pénale spéciale
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
FAE	Fonctionnaires et agents de l'Etat
HDP	Humanitaire-développement-paix
IFI	Institutions financières internationales
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
ODD	Objectifs de développement durable
ONU	Organisation des nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix (Peacebuilding Fund)
PME	Petite et moyenne entreprise
PND	Plan national de développement
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine
RESA	Restauration de l'autorité de l'État
SND	Stratégie nationale de défense
SNU	Système des nations unies
SONU	Soins obstétricaux et néonataux d'urgence
SSR	Santé sexuelle et reproductive
THIMO	Travaux à haute intensité de main d'œuvre
UHPR	Examen universel de la santé et de la préparation (Universal Health and Preparedness Review)
UMIRR	Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles
UNCT	Equipe de pays des Nations Unies (United Nations Country Team)
UNSDCF	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (United Nations Sustainable Development Cooperation Framework)
VBG	Violences basées sur le genre
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome de l'immunodéficience acquise



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



RAPPORT ANNUEL 2025



Scannez pour
en savoir plus